

Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Janvier 2020

POLOGNE	1
HONGRIE.....	10
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	13
SLOVAQUIE	16
LETTONIE.....	19
LITUANIE.....	20
ESTONIE.....	23
SUJETS TRANSVERSAUX ETATS BALTES.....	24

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,3 PLN

Nominations

- Le 29 janvier, M. Ireneusz Zyska, Secrétaire d'Etat au Ministère du Climat, a été nommé Plénipotentiaire du gouvernement chargé des ENR.
- Le 29 janvier le Premier Ministre Mateusz Morawiecki a nommé M.Jacek Ozdoba au poste de Secrétaire d'Etat au ministère du Climat. Son portefeuille n'est pas pour l'instant connu, mais selon les informations officieuses il remplacerait M. Sławomir Mazurek, sous-secrétaire d'état chargé entre autres de la gestion des déchets et de l'éducation écologique démis le 8 janvier dernier.
- Jerzy Kwieciński, ex-ministre des investissements et du développement et ex-ministre des finances, a été nommé président de la société PGNiG.
- Jan Majewski est le nouveau président de Lotos.

Financement

- La société CPK recevra plus de 7 M PLN (1,62 M EUR) pour la documentation de la construction du tronçon de la voie ferrée entre Jastrzębie-Zdrój et la frontière polono-tchèque d'une longueur de 30 km. C'est la première demande de financement pour le Programme Ferroviaire du CPK dans le cadre de l'instrument CEF (Connecting Europe Facility).
- PGE et la BEI ont signé un contrat de crédit pour une somme jusqu'à 272,5 M PLN (63,3 M EUR) pour le projet de la construction de nouvelles fermes éoliennes on-shore en Pologne « Klaster ».

Climat/Environnement

Déchets

- Selon les données de l'Office central des statistiques (GUS), en 2018 le volume des déchets en Pologne a atteint une valeur d'environ 128, 6 Mt, dont :
 - les résidus de production représentaient environ 89, 7 % (soit 115, 5 Mt),
 - les déchets municipaux représentaient environ 9, 7% (soit 12, 5 Mt), dont environ 83, 7% des déchets provenaient des ménages,
 - les déchets issus de véhicules représentaient environ 0, 3% (soit 0, 4 Mt),
 - les déchets électriques constituaient environ 0, 3% (soit environ 0, 3 Mt).

Le plus grand volume des déchets est produit par le secteur minier, l'industrie et le secteur énergétique. D'après le dernier rapport de l'Institut Jagellon, en ce qui concerne les déchets de production, le plus

grand volume des déchets est récupéré dans le secteur de la construction (89, 9%) et dans l'industrie (74, 6%). Le secteur minier et énergétique récupère seulement 39, 3% des déchets ; une grande partie est mise en décharge. Selon les estimations de l'Institut Jagellon, en 2019 la valeur du secteur des déchets en Pologne s'élevait à environ 15, 3 Md PLN (3, 5 Md EUR) ; la valeur du secteur des déchets de production était estimée à 7, 5 Md PLN (1, 7 Md EUR) et la valeur du secteur des déchets urbain s'élevait à environ 7, 8 Md PLN (1, 8 Md EUR). Les estimations pour l'année 2024 s'élèvent, respectivement à 20, 9 Md PLN (4, 9 Md EUR) dont 8, 4 Md PLN (2 Md EUR) pour les déchets industriels et 12, 5 Md PLN (2, 9 Md EUR) pour les déchets urbains.

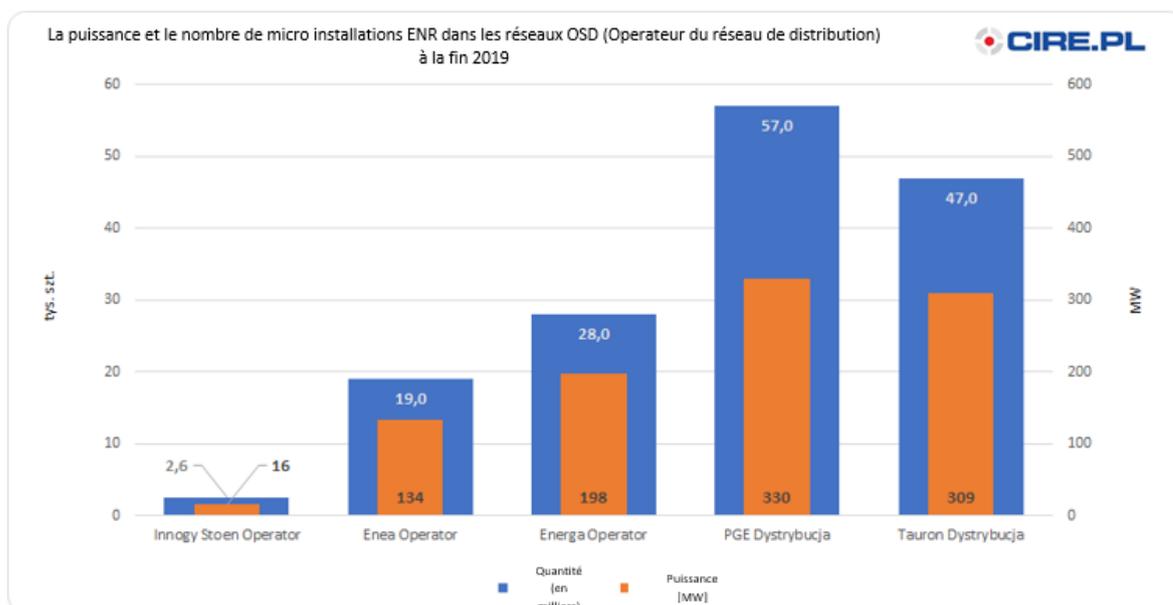
- La Commission Européenne vient de valider le cofinancement à hauteur de 63 M EUR pour la construction de l'incinérateur à Gdansk et à hauteur de presque 40 M EUR pour l'incinérateur à Olsztyn. Les deux installations produiront de l'électricité et de la chaleur provenant de l'incinération des déchets municipaux. Les deux investissements seront réalisés en PPP. Le projet à Olsztyn sera réalisé par la société *Dobra Energia dla Olsztyna* appartenant au fonds d'investissement *Meridiam*, celui à Gdansk - par le groupement Astaldi, Termomeccanica Ecologia (Italie) et Dalkia Wastenergy qui sera opérateur de l'installation.

Qualité de l'air

- Le ministère du développement et le plénipotentiaire du gouvernement chargé du programme 'Air Pur' préparent un amendement de la loi sur le soutien de la modernisation thermique et de la rénovation visant à mettre en place un Registre Central de l'Emissivité des Bâtiments (*CEEB*). Conformément au projet d'amendement, le registre devra recenser les données et les informations sur les sources du chauffage dans les bâtiments en Pologne d'une puissance jusqu'à 1 MW. L'objectif de la création du registre est aussi de promouvoir auprès des communes le programme gouvernemental « Stop Smog ». Jusqu'à présent, seulement trois communes (Skawina, Sucha Beskidzka et Pszczyna) ont signé les accords dans le cadre de ce programme. Pour rappel, le programme « Stop Smog » est adressé aux 33 villes polonaises qui se trouvent sur la liste des 50 villes les plus polluées dans l'UE. Le programme, adressé aux personnes les plus pauvres et dont le budget pour la période 2019 – 2024 s'élève à 1, 2 Md PLN (0, 3 Md EUR), prévoit le financement de l'isolation thermique des maisons et du remplacement des anciennes chaudières à charbon très polluantes par des unités plus modernes.
- Lors du forum économique franco-polonais sur les industries du futur organisé à Varsovie le 3 février courant à la marge de la visite officielle du Président de la République Emmanuel Macron en Pologne, la société Orange, le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau (*NFOSiGW*) et le Ministère du développement ont signé, en présence de la Ministre Elisabeth Borne, du Ministre Bruno Le Maire et de la Ministre polonaise du développement, Jadwiga Emilewicz et du Ministre polonais du climat, Michal Kurtyka, un protocole d'accord sur l'installation de capteurs de qualité de l'air dans 100 écoles polonaises dans le cadre du programme national « Air Pur ».

ENR

- La société portugaise EDP Renewables et Engie ont signé un accord sur la création de la société joint-venture qui s'occupera d'investissements dans l'éolien off-shore, aussi bien posé que flottant. Joaquim Barbosa, chef d'EDP Renewables a informé que la coopération concernerait également le marché polonais mais les détails n'étaient pas encore connus. EDPR a repris deux projets éoliens sur la partie polonaise de la mer Baltique, il y a un an. Chaque projet prévoit la construction d'une ferme éolienne d'une puissance de 200 MW. La collaboration avec Engie ne concerne pas l'éolien on shore. La société portugaise envisage d'avoir en Pologne 800 MW de puissance éolienne à l'horizon 2022. Actuellement, EDPR construit deux fermes éoliennes on shore d'une puissance de 58 MW. Leur mise en marche est prévue pour le deuxième et le troisième trimestre.
- La deuxième sélection de candidature dans le cadre du programme « Mon électricité » a commencé. Grâce à 600 M PLN (139,5 M EUR) de subvention pour les installations photovoltaïques domestiques, 700 MW de puissance vont être générés. La subvention proposée couvre jusqu'à 50% des coûts de montage et d'achat d'une micro installation mais pas plus de 5000 PLN (1162 EUR) pour un projet. La sélection de demandes de subvention durera jusqu'au 18 décembre 2020. Jusqu'à présent, dans le cadre du programme « Mon électricité », 132 M PLN (30,6 M EUR) de subventions pour 27 000 installations ont été accordés.
- A la fin 2019, presque 153 600 micro installations ENR d'une puissance totale de presque 987 MW étaient connectées au réseau de distribution des cinq plus grands opérateurs. Le tableau ci-dessous montre la puissance en MW et le nombre de micro installations ENR en milliers dans les réseaux OSD (Opérateur du réseau de distribution) à la fin 2019 :



source : cire.pl

- Le projet de loi sur la promotion de la production d'énergie électrique éolienne offshore a été transmis aux consultations publiques. Le projet prévoit entre autres deux types de soutien, un nouvel impôt sur les fermes éoliennes offshore et l'obligation de recourir à des matériaux et des fournisseurs locaux.
- En 2020, Energy and Infrastructure SME Fund, lié avec le groupe lituanien Lord LB Asset Management démarrera en Pologne 66 fermes photovoltaïques d'une puissance totale de 65,5 MW (et une puissance unitaire ne dépassant pas 1 MW). Sun Investment Group est le maître d'œuvre du projet.
- Cette année, le Groupe Interministériel en charge des prosommateurs (Międzyresortowy Zespół ds. Ułatwienia Inwestycji w Prosumenckie Instalacje Odnawialnych Źródeł Energii Elektrycznej) prévoit de préparer des solutions promouvant des investissements collectifs dans les ENR dans le cadre des « prosommateurs collectifs ».
- La société PGE a reçu l'accord environnemental pour les fermes éoliennes offshore Baltica 2 et Baltica 3. Cette décision donne à PGE le feu vert pour commencer les travaux sur le projet technique de deux fermes.
- La société polonaise Baltic Green I, appartenant à la société tchèque ČEZ, envisage de construire en Pologne une ferme éolienne composée de 16 turbines, d'une puissance totale de 35,2 MW.

Energie

Politique énergétique

- Le ministère du développement a informé que la Stratégie de Transformation vers une Economie Climatiquement Neutre analysera cinq scénarios des coûts de la transformation de l'économie polonaise vers une économie à faible émission à l'horizon 2050 et indiquera le scénario optimal. Selon la Ministre du développement, Jadwiga Emilewicz ces scénarios vont être encore discutés au sein du Comité Economique du Conseil des Ministres en février pour indiquer lequel est le plus avantageux pour la Pologne. Les scénarios qui sont en train d'être préparés par le ministère du développement constitueront une base pour le choix définitif de l'orientation de la stratégie de transformation. Quatre scénarios envisagent d'inclure l'énergie nucléaire dans le système énergétique polonaise. Tous les scénarios prévoient d'augmenter la puissance éolienne onshore et offshore. Un scénario prévoit une application massive des technologies de l'hydrogène. Emilewicz a souligné que l'analyse se ferait en consultant le Ministère du Climat et d'autres ministères.

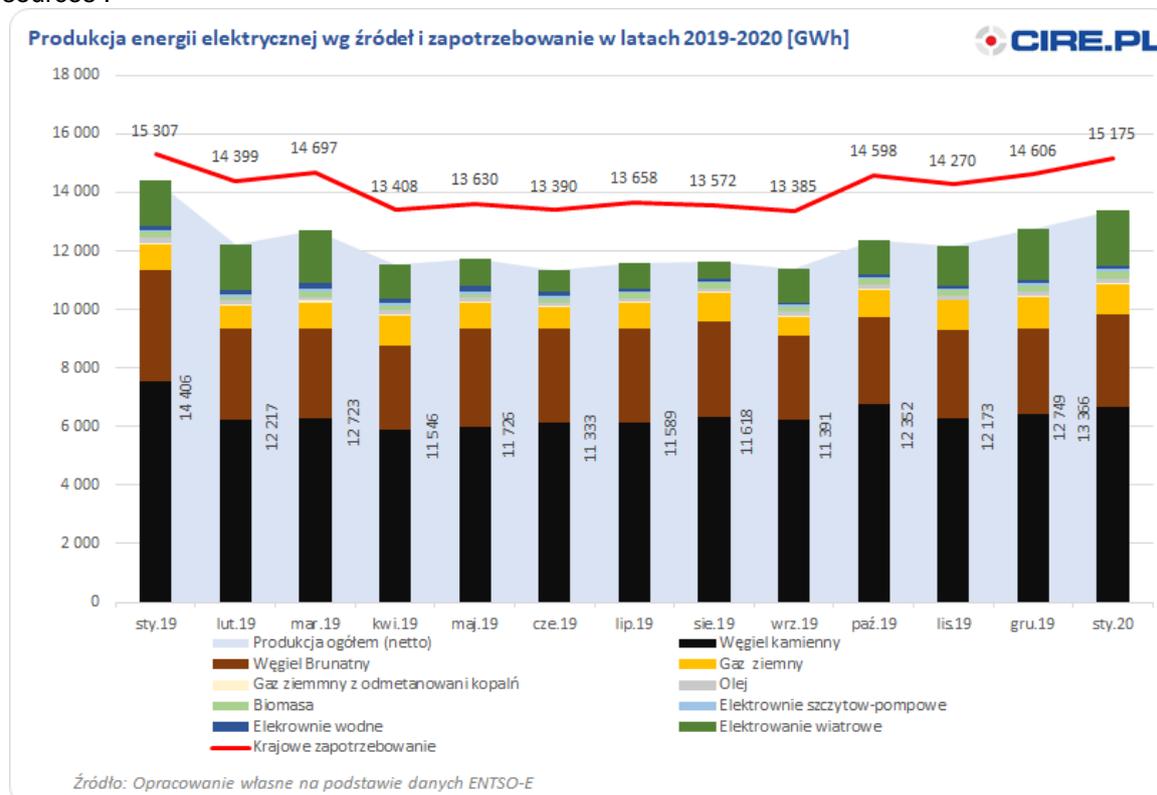
Charbon

- Selon les informations de « Rzeczpospolita », de janvier à novembre 2019 le secteur minier a enregistré une perte nette de plus de 460 M PLN (106,9 M EUR). Sur la même période en 2018, le secteur était bénéficiaire de 980 M PLN (227,9 M EUR). Les problèmes rencontrés par le secteur minier concernent l'augmentation de coûts d'extraction mais aussi la demande plus faible pour du charbon polonais : en 2018, la Pologne a importé une quantité record de charbon étranger moins cher et l'hiver de cette année est particulièrement doux. En conséquence, les stocks de charbon dans les mines augmentent. A la fin novembre 2019, ils s'élevaient à 4,8 Mt soit presque deux fois plus par rapport à la même période de l'année précédente.

Électricité

- L'importation nette d'énergie électrique en 2019 s'élevait à 10,6 TWh. En 2018, l'importation nette d'énergie électrique s'élevait à 5,7 TWh, soit une augmentation de 86 %.
- La consommation d'énergie électrique entre janvier et octobre 2019 s'élevait à 140,41 TWh.
- En janvier 2020, la production d'électricité a atteint un peu plus de 13,366 TWh soit une baisse de 7,2 % par rapport à janvier 2019.

Le tableau ci-dessous montre la production d'électricité entre janvier 2019 et janvier 2020 selon les sources :



Source: CIRE.PL, ENTSO-E

En noir - houille

En marron - lignite

En jaune - gaz

En jaune clair - gaz naturel provenant de la déméthanisation et de mines

En gris - huile

En vert clair - biomasse

En bleu clair - centrales de pompage-turbinage

En bleu marin - centrales hydroélectriques

En vert - centrales éoliennes

Ligne rouge en haut - la demande nationale

- En 2019, le groupe PGE a produit 58,3 TWh d'énergie électrique, dont 32,2 TWh à partir de lignite (une baisse de 17 %) et 18,9 TWh à partir de houille (une baisse de 8%). La production à partir des centrales éoliennes a augmenté de 20% et celle des centrales à biomasse a progressé de 13%.
- Veolia Energia Łódź envisage de construire sur le terrain de la centrale thermique EC4 un Site de Récupération d'Énergie (Zakład Odzysku Energii) qui va utiliser les déchets qui ne peuvent pas être recyclés. En cas d'obtention de permis requis, le site sera mis en exploitation en 2024.
- Le consortium de Polimeks Mostostal et General Electric a gagné l'appel d'offres pour la construction de deux turbines à cycle combiné dans la centrale électrique Dolna Odra d'une valeur totale de presque 5 Md PLN net (1,16 Md EUR) et d'une puissance d'environ 1400 MW.
- A partir du premier février, la société Innogy augmentera les prix de l'énergie électrique de presque 16%, le prix pour la distribution d'électricité d'environ 2% et les frais commerciaux de 2,41 PLN (0,56 EUR) brut par mois. Au total, les factures des clients d'Innogy vont augmenter d'environ 12%.

Electromobilité

- La société GreenWay Polska, qui détient le plus grand réseau de recharge de voitures électriques en Pologne envisage de construire en 2020 100 stations de recharge en propre et de développer plus dynamiquement les réseaux via les stations partenaires. A la fin 2019, le réseau de GreenWay Polska comptait 175 stations. A la fin novembre 2019, 972 stations de recharge (1764 bornes) fonctionnaient en Pologne.

Gaz et pétrole

- Au cours de trois premiers trimestres 2019, la Pologne a diminué de 21 % par rapport à l'année dernière les importations de gaz en provenance de Russie. Sa part dans les importations totales de gaz a baissé de 75% à 58%. Les importations de GNL de janvier à septembre 2019 ont augmenté de 27 % par rapport à la même période 2018. Sa part dans les importations totales de gaz est passée de 18 % à 23%.
- Au premier semestre 2019, l'importation du pétrole s'élevait à 12,662 Mt, dont 7,959 Mt provenaient de la Russie et 1,895 Mt de l'Arabie Saoudite. L'extraction interne couvre environ 3% de la demande.
- Le 9 janvier 2020 Gaz-System et la société allemande Europipe ont signé le contrat pour la livraison de tuyaux pour la partie du gazoduc Baltic Pipe posée au fond de la mer Baltique, d'une longueur d'environ 275 km.

Infrastructures

- La société CPK a présenté le projet de l'Etude Stratégique de Localisation, qui contient la carte de nouvelles voies ferrées entre les régions et l'Aéroport Centrale, localisé entre Varsovie et Łódź. Le document envisage la construction de plus de 1600 km de nouvelles voies ferrées constituant douze lignes, dont dix principales relieront les régions du pays avec l'Aéroport centrale et Varsovie. Les trajets définitifs seront déterminés après les résultats des consultations publiques, des analyses environnementales et des analyses techniques. Les lignes comprendront aussi bien de nouveaux tronçons que des voies existantes à moderniser. La société CPK sera chargée de la construction de nouveaux tronçons et la société PKP Polskie Linie Kolejowe se concentrera sur la modernisation des voies existantes.

La carte ci-dessous présente les nouveaux tronçons et les tronçons à moderniser en fonction de la vitesse envisagée.

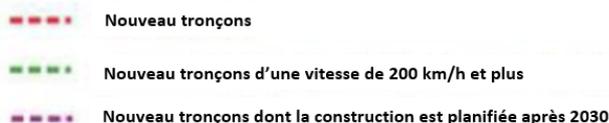


source : CPK

Réseaux ferré :



Tronçons de voies ferrés résultant de la construction du CPK :



	De	A	Le temps du trajet grâce aux investissements CPK
1.	Katowice	Kraków	0:35
2.	Katowice	Gdańsk	3:15
3.	Kraków	Gdańsk	3:25
4.	Łódź	Poznań	1:10
5.	Łódź	Wrocław	1:10
6.	Łódź	Białystok	1:55
7.	Łódź	Lublin	2:10
8.	Wrocław	Praga	2:30
9.	Wrocław	Białystok	3:10
10.	Wrocław	Lublin	3:25
11.	Poznań	Białystok	3:10
12.	Poznań	Lublin	3:25
13.	Kielce	Rzeszów	1:35

Source : Dziennik Gazeta Prawna

A partir du 10 février, le document sera soumis à consultation publique via un formulaire mis à disposition sur le site du CPK.

- Le ministère des infrastructures a annoncé le Programme de construction de 100 périphériques dans les années 2020-2030. Dans le cadre du programme, dont le coût est estimé à presque 28 Md PLN (6,5 Md EUR), environ 820 km de routes seront construits. L'investissement sera financé par les fonds provenant du Fonds National Routier (Krajowy Fundusz Drogowy) géré par Bank Gospodarstwa Krajowego.
- En janvier, a eu lieu la visite au Japon du Premier Ministre, Mateusz Morawiecki, accompagné entre autres par Marcin Horała, plénipotentiaire du gouvernement en charge du projet CPK et Mikolaj Wild, le président de la société CPK. La coopération dans la réalisation du projet CPK était un des principaux sujets des échanges. M. Horała a dit que le gestionnaire de l'aéroport Narita de Tokyo, considéré comme un des aéroports mondiaux qui fonctionne le mieux, avait de bonnes chances de devenir le conseiller stratégique du projet, avec qui sera créé le master-plan de l'Aéroport Centrale. M. Horała et M. Wild ont rencontré le vice-ministre du transport japonais et le président de la société gestionnaire de l'Aéroport Narita pour discuter d'une coopération potentielle sur la partie aérienne mais également sur le Train Grand Vitesse en Pologne. Parmi les principaux candidats pour le conseiller stratégique, les gestionnaires de l'aéroport Incheon de Seoul et de l'aéroport Changi de Singapour sont également énumérés.
- En janvier, la Commission Européenne a accordé une subvention d'une valeur entre 2,1 et 3 M PLN (488 000 et 697 000 EUR) pour la coopération entre la France et la Pologne en matière de la grande vitesse. Le contrat de financement sera signé entre la Commission et le fournisseur de l'expertise, soit la SNCF.
- Le 9 janvier, la modernisation de la loi sur le transport ferroviaire, introduisant le programme « Kolej + » (Chemins de Fer +) a été adoptée. Jusqu'en 2028, 6,6 Md PLN (1,53 Md EUR) seront consacrés pour la réalisation de ce programme qui a pour l'objectif de lutter contre l'exclusion (l'enclavement des territoires), la construction et la reconstruction du réseau ferré dans des communes plus petites.
- PKN Orlen et PESA Bydgoszcz ont signé une lettre d'intention relative au développement du transport ferroviaire à hydrogène. Le représentant de PKN Orlen a informé que la société envisageait de signer des accords de coopération sur l'hydrogène avec des villes.
- PKP PLK a signé avec Thales le contrat de maintenance du système ERTMS/ETCS niveau 1 sur les tronçons Grodzisk Mazowiecki – Idzikowice et Włoszczowa Północ – Zawiercie de la Magistrale Centrale pour les années 2020-2021 à hauteur de 4 042 940.00 PLN net. Le contrat a été signé sans appel d'offres. Il a été jugé que seul le fabricant du système possédait le savoir-faire et les données techniques nécessaires pour une réalisation fiable du service de maintenance qui exige la connaissance du système ETCS dans la version installée sur la ligne, c'est-à-dire AITrac 6413.
- Le planning de La Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA) pour 2020 prévoit des appels d'offres pour 353 km de nouvelles routes. En 2020, la GDDKiA prévoit de mettre en service au moins 116,8 km de routes. Actuellement, 1003,8 km de routes sont en construction.
- Le ministre des infrastructures Andrzej Adamczyk a validé l'annexe au Programme des investissements pour la construction de la voie express S7 Warszawa – Grójec, d'une longueur de 29,3 km, augmentant la valeur du projet de 135 M PLN (31,3 M EUR).

- Au cours de la première année de la perspective budgétaire européenne 2021-2026, la société PKP PLK envisage de préparer environ 30 documentations de projets dont la valeur de réalisation atteindrait 40 Md PLN (9,3 Md EUR).
- La valeur des projets de modernisation des gares déjà réalisés dans le cadre du Programme des Investissements dans les Gares, s'élève à plus de 113 M PLN (26,27 M EUR) et celle des projets en réalisation atteindrait 1,5 Md PLN (348 M EUR).

Bâtiment/Logement

- En 2019, 207 200 appartements ont été mis en disposition, soit 12 % de plus par rapport à l'année dernière et le plus depuis 1980. La construction de 237 300 appartements a commencé, soit 6,9% de plus par rapport à 2018.
- En 2019, le volume du marché de construction a augmenté de 2,6 %.

Transport

- A la mi-janvier l'Agence pour le Développement de l'Industrie (ARP) et la société Rafako (Pologne) ont signé un accord préliminaire de coopération en matière de production d'un nouveau bus électrique. Dans le cadre de cette coopération Rafako apportera un prototype du véhicule qui a déjà l'homologation pour les pays de l'UE tandis que l'ARP financera la production des bus. Au cours des deux premières années à compter de la création d'une société avec Rafako, l'ARP envisage de produire environ 300 bus électriques.

Ferroviaire

- A la mi-janvier la Commission Européenne a validé le cofinancement européen dans le cadre du programme d'appui à la réforme structurelle (PARS) pour la coopération technique franco-polonaise (la SNFC et les principaux acteurs polonais: PKP et la société de projet CPK) en matière de développement d'un réseau ferroviaire grande-vitesse centralisé depuis l'Aéroport central (CPK).
- Selon les experts du marché des transports ferroviaires des passagers, vu le vieillissement du matériel roulant et une augmentation du nombre de passagers en Pologne au cours des dix ans à venir, il faudra investir environ 30 Md PLN (7 Md EUR) dans l'achat de matériel roulant neuf. Dans l'enveloppe européenne actuelle, PKP Intercity, le plus grand opérateur de transport ferroviaire de passagers envisage d'investir environ 7 Md PLN (1,6 Md EUR) dans le matériel roulant et dans les dépôts de maintenance. Dans le cadre de la stratégie réalisée à présent par PKP Intercity il est prévu de moderniser 700 rames et d'en acheter 185 (à ce jour, PKP Intercity a modernisé 204 rames et treize locomotives). Jusqu'à présent, dans le cadre de sa stratégie de renouvellement du matériel roulant PKP Intercity a déjà signé des contrats pour un montant de 4,3 Md PLN (1 Md EUR). Grâce au cofinancement européen dans le cadre du budget 2014-2020 les opérateurs locaux prévoient des investissements dans le matériel roulant à hauteur de 3 Md PLN (0,7 Md EUR).
- Le nombre des passagers du transport ferroviaire en Pologne augmente progressivement : on comptait 280 M de passagers en 2015 et presque 330 M en 2019.
- A la mi-janvier le ministère des infrastructures a validé le projet d'amendement de la loi sur le transport ferroviaire qui prévoit l'ouverture du marché à la concurrence conformément à la directive 2016/2370 du parlement européen et du conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE concernant l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire. Les deux opérateurs : Arriva (Allemagne) et Leo Express (République Tchèque) sont déjà présents sur le marché polonais ; RegioJet (République Tchèque) envisage d'entrer sur le marché en Pologne au cours de l'année 2020.
- Début janvier, un premier train en provenance de la Chine est arrivé (après douze jours) au terminal à Sławkowo (région de la Silésie) où se termine la ligne ferroviaire à voie large (ayant un écartement de 1520 mm) gérée par PKP LHS appartenant au Groupe PKP. La stratégie de la direction de PKP LHS prévoit quelques centaines de trains arrivant par la Nouvelle Route de la Soie de la Chine au terminal à Sławkowo. A cet effet, PKP LHS investira d'ici 2025 plus de 800 M PLN (186 M EUR) dans la modernisation des infrastructures et dans le matériel roulant. PKP LHS voudrait aussi mettre en place les connexions-retours vers la Chine.

Aérien

- Au début de l'année *Polska Grupa Lotnicza S.A. PGL S.A. – Groupe Aérien Polonais* appartenant à l'état (et propriétaire de la compagnie aérienne polonaise LOT) a annoncé l'achat de son rival allemand Condor, qui appartenait auparavant au tour opérateur disparu Thomas Cook. Condor transporte 20 M de passagers et exploite 22 Airbus A320 et 30 Boeing 757s et 767s. Le contrat dont la valeur n'est pas pour l'instant communiquée serait finalisé en avril 2020. L'achat sera financé par les institutions publiques : les Banques Pekao SA et PKP BP ainsi que par PZU (compagnie d'assurances polonaise) ; les garanties seront financées par la BGK (Banque Nationale du Développement).

- La LOT vient de signer avec la société brésilienne Azul une lettre d'intention portant sur le leasing des 18 avions Embraer 195 avec 14 machines supplémentaires en option. Grâce à cette transaction la LOT deviendra l'opérateur avec le plus grand nombre d'Embraers en Europe ; actuellement, la LOT dispose de 37 machines de ce type.
- En 2019 les aéroports polonais ont desservi presque 49 M de passagers. Avec une hausse de 6, 2% la Pologne devient donc l'un des marchés avec la croissance la plus rapide en Europe dont l'augmentation moyenne est de 3, 6%.



- En 2019 la compagnie aérienne polonaise LOT a transporté 10 M passagers ce qui est un résultat record dans l'histoire de l'opérateur. D'après Rafał Milczarski, PDG de la LOT, l'opérateur aurait pu desservir même 12 M de passagers si les avions Boeing 737 MAX n'avaient pas été cloués au sol. Ainsi, la LOT est en train de discuter avec Boeing sur les indemnités suite à l'interdiction de vol des Boeings 737 MAX. Le montant des indemnités éventuelles n'est pas pourtant divulgué.

Maritime

- Le port maritime de Gdansk a traité 52, 15 M t de marchandises en 2019, soit 6, 4 % de plus que l'an passé. C'est un record pour de transbordement sur l'année et la confirmation d'une tendance à la hausse commencée en 2012.

Urbain

- Le 30 janvier le métro de Varsovie et Skoda ont signé un contrat pour la fourniture des 45 rames. Ce contrat dont la valeur s'élève à 1, 3 Md PLN (0, 3 Md EUR) sera réalisé jusqu'en 2024. La première rame devrait être fournie dans 20 mois. Pour rappel, l'appel d'offres a été lancé en mai 2017, l'offre de Skoda a été choisie en juin 2018, mais suite au recours des concurrents de Skoda - Stadler et Siemens Mobility – l'affaire a été portée devant le Tribunal de Varsovie qui en octobre 2019 a finalement rejeté le recours contre la décision de *Krajowa Izba Odwoławcza* (Chambre nationale de recours), ce qui a ouvert la voie à la signature du contrat en objet.
- Les villes polonaises continuent à investir dans les bus électriques : Zielona Góra en achètera douze, Jaworzno vingt et Poznań - 37. Les achats sont cofinancés par les fonds européens.

Routier

- Il est possible que les primes à la casse pour les véhicules électriques soient réduites. Pour rappel, l'arrêté sur les conditions spécifiques d'octroi des primes à la casse pour l'achat des nouveaux véhicules électriques par les personnes physiques provenant des ressources du Fonds pour un Transport à basse émission a été publié en novembre 2019. Conformément à ce document les personnes physiques pourraient bénéficier d'une prime à hauteur de 30% de la valeur du véhicule (électrique et à hydrogène), mais le montant du cofinancement ne pourra pas être supérieur à 37 500 PLN (8 720 EUR) pour voitures électriques et à 90 000 PLN (20 930 EUR) pour voitures à hydrogène. De plus, le prix des véhicules électriques ne pourra pas dépasser 125 000 PLN (29 000 EUR) et 300 000 PLN (69 770 EUR) pour véhicules à hydrogène. Ireneusz Zyska, secrétaire d'état au ministère du Climat, nommé plénipotentiaire du gouvernement chargés des ENR, a dit que le montant des primes serait diminué, mais il n'a pas pourtant précisé jusqu'à quelle valeur. De plus, initialement, le premier appel à candidature aux primes, géré par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW), aurait dû être lancé en décembre 2019. Néanmoins, le ministère du climat qui avait repris la gestion du programme après la disparition du ministère de l'énergie, a informé que le premier appel à candidature se tiendrait au premier trimestre 2020.

Fonds européens

- La compagnie de taxi Bolt (Taxify) va utiliser un prêt de 50 M EUR de la Banque européenne d'Investissements pour développer son activité en Hongrie. La firme estonienne est présente dans le pays depuis 2016, et s'est implantée à Debrecen en 2018. Le prêt servira en premier lieu à développer les activités à Budapest et Debrecen, mais aussi à s'implanter dans d'autres villes porteuses.
- En 2019, le gouvernement hongrois a versé 1 160 Mds HUF de fonds européens et cofinancement à des porteurs de projets, environ 3,4 Md EUR, soit le plus faible montant depuis 2012. Le budget 2019 prévoyait de déboursier 1 769 Md HUF (5 Md EUR) à ce titre. Les programmes opérationnels en ayant le plus bénéficié sont le PO de développement des transports intégrés (596 M EUR) et le PO pour le développement économique et l'innovation (910 M EUR).
- La BEI a prêté 150 M EUR au gouvernement hongrois pour la construction et la rénovation d'écoles et d'infrastructures sportives. Le prêt supportera la construction de huit nouvelles écoles, l'agrandissement de seize autres, ainsi que la construction de 20 gymnases multisports, 26 piscines et 17 terrains de handball. Dans les écoles concernées, de nombreux élèves suivent les cours dans des préfabriqués, rendant les investissements inévitables. Le gouvernement hongrois abondera 150 M EUR supplémentaires.
- Par ailleurs, la compagnie de bus publique Volan a signé, toujours avec la BEI, un accord pour un prêt de 47 M EUR visant à renouveler sa flotte de bus. Ces 47 M EUR représentent la première tranche d'un prêt total prévu à 140 M EUR, visant à faire l'acquisition de 3 200 nouveaux bus électriques roulant au GNL, soit environ la moitié de la flotte de Volan, dans le cadre des annonces faites par le Ministère de l'Innovation et de la Technologie (voir plus bas). Ces nouveaux bus devraient réduire les émissions de CO₂ de moitié.

Environnement

- SK Innovation, constructeur sud-coréen de batteries automobiles, a annoncé que sa deuxième usine de Komárom, en construction, aurait en définitive une capacité théorique annuelle de 16 GWh, et non pas 10 GWh comme initialement prévu, permettant ainsi à l'usine d'atteindre une production annuelle de batteries d'un total de 7,5 GWh, l'équivalent de 200 à 250 000 batteries.
- Alteo, compagnie de production et de distribution d'électricité, a signé un contrat avec une filiale de Veolia, Sarpis Dorog Kft, portant sur la modernisation de l'une des usines de traitement des déchets dangereux les plus importantes du pays, le site de Dorog traitant, notamment par incinération, des déchets pharmaceutiques et chimiques. D'une valeur d'environ 2 M EUR, ce contrat prévoit la rénovation de la chambre de post-combustion ainsi que la modernisation des infrastructures de récupération de la chaleur.
- Le ministre de l'Innovation et de la Technologie, Laszlo Palkovics, a annoncé que son ministère travaillait à un plan visant à ce que les municipalités de plus de 25 000 habitants ne puissent plus commander que des bus électriques pour leurs réseaux de transports urbains, première mesure d'un plan plus large de protection de l'environnement qui devrait être dévoilé en février. Pour arriver à cet objectif, des aides devraient prochainement être débloquées pour aider à l'adaptation des réseaux urbains et des dépôts de bus, notamment via l'installation de bornes de recharge et l'adaptation conséquente des réseaux électriques.
- Ionity, joint-venture de BMW, Daimler, Volkswagen et Ford spécialisée dans les bornes de recharges pour voiture électrique, a annoncé l'abandon de sa politique de prix unique de recharge, fixé à 8 EUR, soit environ 2 680 HUF pour ses trois bornes installées en Hongrie. L'électricité sera désormais facturée 0,8 EUR par kWh aux automobilistes, ce qui devrait porter les coûts entre 3 900 et 7 000 HUF pour l'utilisateur moyen en Hongrie. D'autres compagnies possèdent des bornes de chargement en Hongrie, notamment la compagnie pétrolière MOL.
- Suzuki a annoncé que les modèles destinés au marché européen et produits dans son usine d'Esztergom, dans le Nord du pays, seraient tous hybrides à compter de cette année. Plusieurs millions d'euros ont été investis pour adapter les lignes de production à la construction de voitures hybrides. Dès cette année, 75% du total des voitures produites devraient être équipés de tels moteurs, dont 85% seront exportés – 100% de ceux exportés vers l'Union européenne étant, donc, hybrides.
- Le Ministère de l'Innovation et de la Technologie a annoncé l'objectif d'accroître le réseau de voies cyclables du pays de 15 000 km d'ici 2030. Le réseau actuel fait 9 100 km, dont 5 100 km de bandes cyclables et 4 000 km de pistes cyclables en site propre.

Energie

- Andrea Solti est la nouvelle présidente du conseil d'administration de Shell Hongrie depuis le 1 janvier. Mme Solti travaille pour Shell depuis 1993. Andrea Budjoso, qui occupait le poste auparavant, conserve ses fonctions de directrice des ventes Hongrie et Slovaquie, ainsi que son siège au conseil d'administration.

Gaz et électricité

- Budapest est restée en 2019, en termes absolus, la capitale européenne avec le plus faible coût de l'énergie domestique, le gaz ayant coûté 3,09 centimes par unité statistique – 0,05 de moins qu'à Bucarest – et l'électricité 11,3 centimes le kWh – plus faible prix de l'Union européenne, seule Belgrade ayant des prix inférieurs. Calculés à parité de pouvoir d'achat, les prix du gaz et de l'électricité budapestois étaient respectivement les quatrième et neuvième plus faibles du continent. Pour mémoire, les prix de l'énergie domestique sont régulés par le gouvernement hongrois sur tout le territoire.
- Lors du sommet économique Hongrie-Turkménistan, le ministre hongrois du Commerce et des Affaires étrangères Szijjarto a annoncé que son pays était désireux d'acheter, si les infrastructures nécessaires sont un jour opérationnelles, 5 Md m³ de gaz par an, à peu près le niveau des réserves stratégiques du pays. Si cette annonce ne devrait pas être suivie d'effet à court terme – faute justement d'infrastructures – elle est révélatrice de la volonté du gouvernement hongrois de diversifier ses approvisionnement en gaz et de renforcer ses liens avec les pays du Conseil turcique, dont le bureau de représentation européen a récemment ouvert à Budapest.
- MVM, l'entreprise publique d'électricité, a étendu la ligne de crédit dont elle dispose auprès d'un consortium de 13 banques, la faisant passer d'environ 600 M EUR à un peu plus d'1 Md EUR. Le prêt modifié a une maturité de cinq ans, renouvelables une fois pour deux ans. Cette ligne de crédit doit être utilisée pour des travaux d'investissement.
- Siemens a remporté l'appel d'offre d'un montant de 3,5 M EUR pour la rénovation des turbines de la centrale à gaz d'Ajka, détenue par la compagnie d'électricité publique MVM. Siemens était la seule compagnie à avoir présenté une offre. La centrale a une capacité de 400 MW, et Siemens devra rénover les deux turbines Rolls-Royce du site, chacune d'une capacité de 58 MW.

ENR

- Le 5 janvier, pour la première fois, plus de 20% de l'électricité produite en Hongrie ont été issus de l'éolien ou du solaire, largement au-dessus des 3% de moyenne en 2018. Si ce pic est largement dû à des conditions climatiques exceptionnelles – vent et soleil – il reflète aussi le développement des énergies renouvelables dans le pays, notamment le solaire, qui a vu sa capacité théorique augmenter d'1,1 GW en 2019, le régulateur de l'énergie ayant accordé cette année des permis pour un potentiel cumulé d'1,4 GW. Les énergies renouvelables représentent 12% de la production d'électricité hongroise.
- Alteo, entreprise qui produit et achemine de l'énergie et s'est spécialisée dans la production d'énergie renouvelable, a vu son EBE augmenter de 140% en glissement annuel entre les trois premiers trimestres 2018 et les trois premiers trimestres 2019, passant d'environ 3,3 M EUR à environ 8,5 M EUR, notamment grâce à la mise en service d'un parc éolien de 25 MW à Böny. Enfin, Alteo a racheté pour 3 M EUR d'obligations arrivant à maturité le 30 septembre 2020, soit 100 000 sur les 215 000 offertes initialement. Ces obligations visaient initialement à moderniser différents parcs solaires en Hongrie. Leur rachat anticipé permettra à la compagnie d'économiser des intérêts, la somme ainsi économisée – non dévoilée – devant être réinvestie dans le développement des activités de l'entreprise.
- MVM, la compagnie d'électricité publique, a inauguré un nouveau parc solaire à Veszprém, dans le centre du pays. Cet investissement d'environ 20 M EUR fait partie d'un programme de 21 parcs solaires semblables, permettant à terme d'alimenter 100 000 foyers en électricité, chacun ayant une capacité de 0,5 MW et une durée de vie estimée à 25 ans. Au total, MVM a déjà achevé la construction de 94 parcs solaires de capacité variables, et planifie d'en construire encore 16, devant atteindre une capacité totale de 100 MW et une production de 110 GWh par an.
- Le groupe suisse MET a commencé la construction d'un parc solaire d'une capacité de 43MW près de Kaba, dans l'Est du pays. L'installation, qui couvre 40ha d'une ancienne usine de sucre, devrait fournir l'électricité à 20 000 foyers de la région. Ses 97 000 panneaux solaires devraient être opérationnels à la fin de l'année. MET a déjà ouvert un parc solaire en 2018, à Szazhalombatta, au Sud de Budapest.

Energies fossiles

- La Hongrie considère qu'elle pourra recevoir du gaz *via* le gazoduc Turkish stream d'ici fin 2021, début 2022, selon le Secrétaire d'État à l'Énergie Peter Kaderjak. La première partie reliant la Russie à la Turquie sous la mer Noire est désormais achevée, et les travaux de la seconde partie, qui devront connecter la Hongrie *via* la Bulgarie et la Serbie, sont en bonne voie, selon M. Kaderjak. La Hongrie espère pouvoir importer annuellement 10 Md m³ de gaz russe par cette voie alternative contournant l'Ukraine.

- Le gouvernement croate a annoncé qu'il serait en mesure, à la mi-avril, de présenter son offre de rachat des parts de Mol, compagnie pétrolière hongroise, dans son homologue croate Ina. Le gouvernement a mandaté la banque Lazard pour la préparation de ladite transaction. Mol détient 49% des parts d'Ina depuis 2003 et dispose, suite à un accord controversé avec le gouvernement croate en 2009, du contrôle opérationnel de l'entreprise croate.
- Mol a par ailleurs fini de remplir ses capacités de stockage de pétrole. En avril 2019, Mol avait en effet dû puiser 246 000 T de pétrole brut dans ses réserves stratégiques pour compenser la livraison de pétrole contaminé et inutilisable par le pipeline Druzhba. La Hongrie stocke donc à nouveau 589 000 T de pétrole brut, 515 000 T de diesel et 269 000 T d'essence, représentant 95 jours de consommation pour le pays.

Transports

Aérien

- Le nouveau centre de fret de l'aéroport de Budapest, BUD Cargo City, est entré en fonctionnement avec l'accueil d'un fréteur Boeing 747. Cet investissement de près de 50 M EUR a modernisé et agrandi les capacités d'accueil de fret aérien de l'aéroport, qui sont ainsi passées de 150 000 à 250 000 T potentielles annuelles. Les installations permettent d'opérer deux avions de type Boeing 747, d'une capacité de 440 T, à la fois. Le centre de fret dispose désormais de 21 200m² d'entrepôts, 11 650m² de bureaux et 32 000m² de terrain disponibles pour de futurs agrandissements.

Transport public

- Le maire de Budapest Gergely Karacsony a nommé Ivett Varga présidente de BKK, la compagnie de transports publics de la capitale. Mme Varga est diplômée des universités Eötvös Lorand et Corvinus de Budapest, en logistique et économie. Elle était depuis 2019 directrice de la stratégie et de l'innovation chez BKK.

Ferroviaire

- MAV-Start, la branche d'exploitation de la compagnie ferroviaire publique MAV, va installer 375 nouvelles machines à tickets, en complément des 178 déjà existantes, pour un investissement d'un peu moins de 15 M EUR. Les nouvelles machines seront installées en priorité dans la zone urbaine budapestoise, puis dans les principales gares de région. MAV vend actuellement 60% de ses tickets aux guichets, le reste étant vendu soit aux distributeurs automatiques, soit en ligne. Dans ce dernier cas, le consommateur bénéficie d'une remise de 10% du prix du billet, MAV souhaitant développer ce mode d'achat moins onéreux pour elle.

Infrastructures

- La mairie de Budapest a modifié le plan de rénovation du pont des Chaînes. Ce monument emblématique de la capitale n'a pas été rénové depuis 30 ans, et certaines de ses structures métalliques souffrent d'une corrosion plus avancée que prévu, ayant été réinstallée après avoir séjourné dans le Danube suite à la destruction du pont par les Allemands en 1945. De même, les pièces plus neuves souffrent d'un vieillissement accéléré, la peinture protectrice étant moins efficace qu'escompté. Le plan initial visait à une rénovation concomitante avec le tunnel sous le Château, situé dans le prolongement du pont, afin de limiter au maximum dans le temps l'impact sur la circulation dans la ville. Cependant, les réponses à l'appel d'offre initial étaient toutes largement supérieures au budget prévu. Face au refus du gouvernement d'abonder les travaux, la municipalité a donc décidé d'allouer les crédits de la rénovation du tunnel à celle du pont, jugée plus urgente. En attendant, le passage du pont est interdit à tout véhicule de plus de 5 t, hors transports en commun.

Logistique

- East-West Intermodalis Logisztikai Szolgáltató, entreprise spécialisée dans le domaine, a révélé les plans d'un centre logistique multimodal qu'elle souhaite construire à Fenyestitke, près de la frontière ukrainienne, grâce à un investissement estimé à plus de 50 M EUR. Le centre logistique devrait être terminé en 2021, et devrait recevoir le fret routier et ferroviaire en provenance des pays situés plus à l'Est, notamment Russie, Ukraine et Kazakhstan, mais aussi Chine, avec laquelle des liaisons de fret ferroviaire directes ont récemment été ouvertes. L'investissement permettrait de capter une partie du fret issu de ces pays et transitant actuellement par la ville polonaise de Małaszewicze, à la frontière avec le Belarus, vers Brest.

Urbain

- Les villes hongroise d'Esztergom et slovaque de Štúrovo, situées l'une en face de l'autre sur le Danube, vont développer un service commun de vélos en libre-service grâce à un fonds Interreg d'environ 1 M EUR. T-System Hongrie est le contracteur général, les nouveaux vélos – 60 conventionnels et 45 électriques – et stations devant être fournis par l'entreprise Neuzer, installé à Esztergom. Le système de

partage de vélo d'Esztergom sera intégré au nouveau système partagé, qui comptera donc au total une vingtaine de stations et 165 vélos.

Ferroviaire

- L'agence nationale de gestion des infrastructures a publié un appel d'offres européen pour l'étude de faisabilité de la section hongroise de la ligne à grande vitesse Budapest-Cluj Napoca. L'appel d'offre mentionne une ligne de 250 à 300 km de longueur – ne couvrant donc que la portion hongroise de Budapest à la frontière, devant permettre le passage de trains entre 250 et 350 km/h. 500 000 passagers annuels sont attendus. De nombreux ouvrages d'art devront être construits, notamment pour le franchissement de la Tisza. L'appel d'offres peut être consulté à l'adresse suivante : <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:42225-2020:TEXT:FR:HTML&tabId=0>

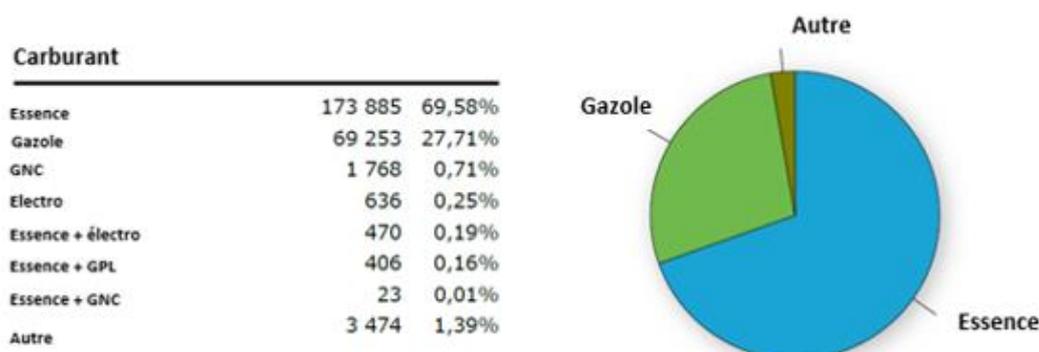
REPUBLIQUE TCHEQUE

Environnement

- Le Fonds européen « pour une transition juste » prévu dans le *Green Deal* de la Commission européenne devrait soutenir les Etats membres les plus dépendants au charbon, en prenant en compte notamment les pertes d'emploi potentielles et le niveau de revenu national. Dans ce cadre, selon la représentation de la Commission européenne en RT, la République tchèque obtiendrait 581 M sur un total de 7,5 Mds EUR - la quatrième part la plus élevée de l'UE, la troisième plus élevée par habitant -.
- Les ventes de voitures neuves en République tchèque ont diminué de 4,4% sur un an pour s'établir à 249 915 unités fin 2019, dont seulement 636 véhicules électriques et 470 hybrides en 2019.

Immatriculation de voitures neuves en RT par carburant

(1-12/2019)



Source : SDA (Association d'importateurs de voitures)

- Le ministère des transports estime qu'il y aura 220 000 véhicules électriques en République tchèque d'ici 2030 et 40 000 alimentés à l'hydrogène. Le dernier cycle de subventions pour l'achat de voitures électriques destinées aux entreprises a attiré 50% de demandes de plus que les 50 M CZK (2 M EUR) disponibles. Le ministère de l'industrie reportera les subventions inutilisées des cycles précédents pour compenser la différence. Un autre cycle pourrait également être annoncé.

Déchets

- Le projet de loi sur les déchets, élaboré par le ministère de l'environnement, a pour objectif d'augmenter le tri et le recyclage des déchets, de réduire la mise en décharge et d'atteindre les objectifs européens obligatoires. Seuls 34% des déchets municipaux (la somme des conteneurs noirs et colorés) sont recyclés en République tchèque. Le projet de loi tchèque prévoit conformément à la réglementation européenne l'obligation de recycler au moins 55% des déchets municipaux d'ici 2025. L'objectif passera à 60% d'ici 2030 et à 65% d'ici 2035. 65% des matériaux d'emballage devront être recyclés d'ici 2025 et 70% d'ici 2030. Près de la moitié de tous les déchets produits par les ménages tchèques, qui atteindront bientôt 3 M t par an, finit actuellement dans des décharges. Il y en a environ 180 en République tchèque.
- La directive européenne sur les déchets demande aux EM de trier au moins 77% des bouteilles en PET d'ici 2025 et plus de 90% d'ici 2029. En RT, ce taux atteint 68%, dont 45% sont recyclés (essentiellement les bouteilles en PET et le polyéthylène à haute densité (HDPE)), le reste finissant dans les incinérateurs (4 en RT).

Energie

- Pour le renouvellement de la centrale nucléaire de Dukovany, le directeur général de ČEZ, Daniel Beneš, a confirmé vouloir conclure la signature des deux accords prévus avec l'Etat en mars (un accord-cadre destiné à définir les rôles et responsabilités de chacun et un autre accord devant permettre de lancer la première phase du projet, celle de préparation de toutes les autorisations administratives), comme prévu dans le calendrier présenté par le Premier ministre, Andrej Babis, en novembre dernier. Des consultations préalables entre des représentants du gouvernement, de ČEZ et les candidats à la réalisation d'un nouveau réacteur se tiendront donc dans le courant du mois de février. A ce stade, cinq entreprises sont intéressées par le projet dont EDF. Si ce calendrier est maintenu, l'appel d'offres pourrait être lancé à la fin de l'année. Par ailleurs, CEZ investira cette année 2 Mds CZK dans la mise à niveau de la centrale de Dukovany (+33% par rapport à 2019). Plus précisément, ces investissements ont pour but de prolonger le fonctionnement de la centrale, en cherchant des moyens de réduire sa consommation d'eau. Dukovany atteindra 35 années d'exploitation sur les années 2020-2022 (compte tenu d'une mise en service des différents réacteurs entre 1985 et 1987). Selon Bohdan Zronek, membre du conseil d'administration de CEZ et directeur de la division énergie nucléaire, il serait techniquement possible de l'exploiter pendant 60 ans. Dans ce cadre, des examens de sécurité sont en particulier programmés tous les 10 ans. À Dukovany, CEZ compte sur un ou deux nouveaux réacteurs. Pour le premier réacteur (celui pour lequel l'appel d'offres devrait être lancé à la fin de l'année), le terrain est disponible ; en revanche, la construction d'un deuxième réacteur nécessiterait d'acheter un terrain supplémentaire, selon Petr Závodský, directeur de la construction des nouvelles centrales nucléaires de CEZ.
- La commission « Charbon », présidée conjointement par le ministre de l'industrie, du commerce et des transports et par le ministre de l'environnement, s'est réunie le 13 janvier et a annoncé qu'elle préparait trois scénarii de sortie progressive du charbon : un premier scénario de sortie rapide (en 2030-2035), un deuxième de sortie moyenne (2040-2045) et un troisième de sortie lente (2045-2050). La Commission se réunira à nouveau en mars et les scénarii devraient être présentés en septembre, accompagnés d'études d'impact, notamment sur l'emploi dans les régions qui seront affectées, et de recommandations.
- Le nouveau propriétaire de la centrale à charbon de Počerady sera, à partir de 2024, le groupe Sev.en Energy du financier Pavel Tykač. L'actuel propriétaire - CEZ - n'a pas utilisé l'option de retrait de la vente (option possible avant la fin de l'année 2019). CEZ recevra 2 Mds CZK (79 M€) pour la vente de la centrale. Ce changement de propriétaire est critiqué par les écologistes, dans la mesure où ce rachat signifie la prolongation de la vie de la centrale.

ENR

- Le gouvernement tchèque a approuvé en conseil des ministres le 13 janvier son plan énergétique et climatique dans lequel l'objectif de la part des renouvelables dans la consommation finale d'énergie a été augmenté de 20,8% à 22% d'ici 2030 (l'UE recommande 23% ; en 2020 il est de 15,6%). Le ministre de l'industrie et du commerce K. Havlíček a averti que chaque pour cent au-delà de 20% demandera un soutien de 30 Mds CZK (1,2 Md EUR) de plus, les coûts totaux de la transformation étant estimés à 900 Mds CZK (36 Mds EUR). Il a souligné qu'une taxe carbone n'est pas envisagée à ce stade. Le ministère de l'industrie et du commerce prévoit également d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité à 16,6% d'ici 2030 contre 13,4% actuellement, tandis que l'objectif de tous les autres EM du V4 est plus élevé : Hongrie 19%, Slovaquie 25% et Pologne 29,5%.

Transports et Infrastructures

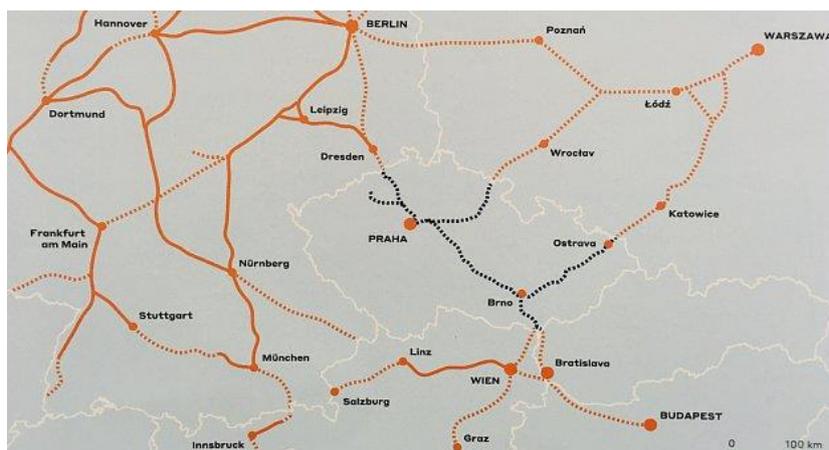
- Le ministre des transports Vladimír Kremlík (mouvement ANO) a été démis de ses fonctions le 21 janvier 2020 après l'attribution directe, sans appel d'offres, du contrat portant sur la création d'un système de vignettes électroniques pour les autoroutes - contrat jugé excessivement cher (16 M EUR) pour le marché. Son portefeuille de ministre est repris par le vice-Premier ministre et ministre de l'industrie et du commerce, M. Karel Havlíček (ANO), qui dirigera les deux ministères jusqu'à la fin du mandat de l'actuel gouvernement. Il soumettra d'ici fin février un projet de réorganisation du ministère des transports y compris la structure des vice-ministres. Une fois les changements approuvés, les concours seront lancés pour les postes de vice-ministres. Le Premier ministre Babiš a aussi demandé à l'ensemble des ministères de faire valider tous leurs projets informatiques par le chargé gouvernemental pour les technologies informatiques V. Dzurilla.

Ferroviaire

- L'opérateur ferroviaire RegioJet a transporté en 2019 au total 10,5 M de voyageurs, soit un chiffre record et une hausse de 8% par rapport à l'année précédente. L'opérateur note une croissance régulière des voyageurs depuis son entrée sur le marché ferroviaire en septembre 2011, notamment grâce aux liaisons

internationales (Prague – Košice, Prague – Bratislava/Vienne). En 2020, l'opérateur prévoit d'ouvrir de nouvelles lignes directes pour joindre Budapest, l'Ukraine ou la Pologne et de construire son propre centre de maintenance.

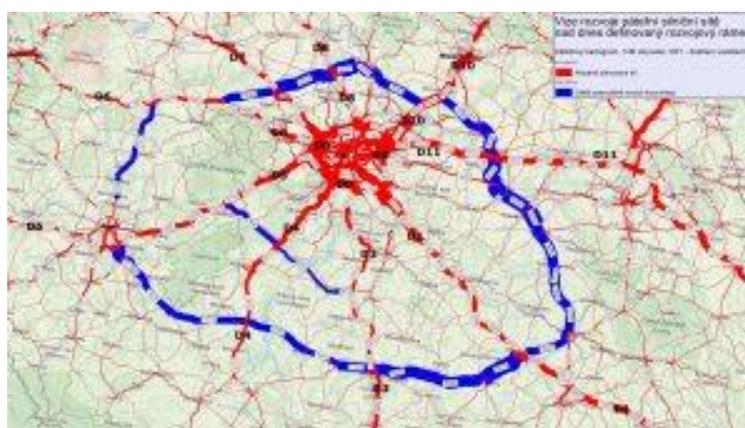
- LEO Express, quant à lui, continue à étendre son réseau et lancera courant 2020 une nouvelle ligne reliant Prague et Terespol, à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, pour laquelle le transporteur a récemment obtenu le droit d'exploitation de cinq ans. En décembre dernier, l'opérateur a déposé une demande pour pouvoir desservir deux villes polonaises, Cracovie et Varsovie. Le chiffre d'affaires de l'opérateur a augmenté en 2019 de 25% par rapport à 2018 pour atteindre 1 Md CZK.
- Au total 70 fournisseurs européens ont participé le 15 janvier 2020 à la consultation préalable aux marchés concernant la conception du tunnel et la gestion du projet sous les Monts Métallifères sur la future ligne à grande vitesse Prague – Dresde. Les appels d'offres seront lancés conjointement par le gestionnaire des infrastructures ferroviaires (SŽ) et DB Netz. La publication des premiers cahiers des charges respectifs est prévue au cours du premier trimestre 2020. Il s'agit du plus important projet du genre en République tchèque.



- Le ministère des transports ainsi que la région de Liberec ont adressé à l'opérateur Arriva (filiale de la Deutsche Bahn) des amendes de 26 500 et de 32 000 EUR pour le non-respect de ses engagements pris dans le cadre des contrats de service public sur les lignes d'intérêt national et régional, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020. Les sanctions indiquées renvoient au non-respect des horaires de trains, à l'annulation de nombreuses liaisons ou à de nombreuses difficultés techniques (lors de la vente des billets, chauffage dysfonctionnel, etc.). L'Office des chemins de fer, principale instance de contrôle dans le secteur ferroviaire, a alors lancé une série de contrôles publics auprès de l'opérateur, ciblés sur la sécurité d'exploitation ferroviaire (validité des licences, état technique des trains, équipement).

Routier

- Le ministère des transports a présenté au mois de janvier son plan de développement du réseau d'autoroutes jusqu'à 2050. Les nouvelles constructions sont prévues sur le seul territoire de la Bohême. Selon le ministère, le réseau autoroutier en Moravie est déjà suffisamment développé. Le projet le plus important sera la construction d'une grande rocade (396 nouveaux km) autour de la région de Bohême centrale qui pourrait commencer en 2030. Le projet ministériel s'appuie sur les prévisions démographiques selon lesquelles la ville de Prague et la région de Bohême centrale verront leur population augmenter de 47% d'ici 2050, tandis que celle de la Moravie du nord diminuerait de 21%.



- Le système de péage a généré en 2019 des revenus de l'ordre de 10,96 Md CZK (0,43 Md EUR) en hausse de 1,2% par rapport à 2018. Au 1^{er} janvier 2020, les routes soumises à péage représentent une longueur totale d'environ 2 409 km. Outre cette redevance routière, le ministère des transports prévoit d'introduire à partir du 1^{er} janvier 2021 une redevance supplémentaire pour la pollution atmosphérique et sonore. Selon l'ancien ministre des transports, Dan Ťok, l'Etat pourrait ainsi prélever 50% de plus qu'actuellement sur les transporteurs.

Aérien

- Dans un contexte de refroidissement des relations entre la Chine et la Tchéquie, dont le président M.Zeman vient de déclarer que les investissements chinois n'étaient pas à la hauteur des attentes suscitées ces dernières années, la ligne aérienne directe entre Prague et Pékin a été supprimée : cette liaison inaugurée en 2015 et desservie par la compagnie chinoise Hainan Airlines ne sera plus assurée à partir du mois de mars. De surcroît, les accords de partenariat de la ville de Prague avec les villes de Pékin et de Shanghai ont également été dénoncés récemment, tandis que la capitale tchèque s'est rapprochée de Taipei.
- L'aéroport de Prague a atteint en 2019 un nouveau record de fréquentation avec près de 17,8 M de voyageurs, soit une hausse de 6% par rapport à l'année 2018. Au total, 71 compagnies aériennes ont desservi 165 destinations dans le monde, dont 15 vols long-courriers. Sur ces lignes longues distances directes, une hausse de près de 11 % du nombre de passagers a été enregistrée. Pour 2020, l'ouverture de deux nouvelles destinations de ce type est également prévue avec Chicago et Hanoi. En revanche, comme indiqué au point précédent, la ligne directe entre Prague et Pékin sera supprimée à compter du mars 2020. La Grande-Bretagne, et plus particulièrement Londres, a été la destination la plus prisée. Afin d'augmenter sa capacité à 23 M de passagers par an, l'aéroport prévoit de grands travaux de modernisation (une nouvelle piste de décollage) et, à moyen terme, son agrandissement.

Urbain

- L'entreprise de transport public de voyageurs de Prague DPP a lancé en janvier 2020 un appel d'offres, le plus important depuis dix ans, pour la construction de la première partie de la nouvelle ligne D du métro de Prague (tronçon Pankrác – Olbrachtova). Le prix du marché est estimé à 11 Md CZK (0,435 Md EUR). DPP prévoit de signer le contrat avec le candidat retenu d'ici fin juin 2020 et les travaux prévus de 7,5 ans pourraient commencer dès cet été. Le gagnant doit creuser et construire la station d'échange Pankrác D, sa connexion à la ligne C, une nouvelle station Olbrachtova et les tunnels y compris le câblage, les rails, les ascenseurs, les escaliers mécaniques et l'infrastructure de transport. DPP espère que la taille du contrat attirera de grandes entreprises internationales.

SLOVAQUIE

Energie

Gaz

- En 2019, le volume du transit de gaz russe via le territoire slovaque a représenté 69 Md m³, en augmentation de 10 Md m³ par rapport à 2018. Selon les données préalables, la consommation slovaque a atteint 4,8 Md m³. Le transit du gaz par la Slovaquie sert principalement à alimenter le marché européen en gaz russe. Cependant, grâce au flux inversé, une partie du gaz a permis d'alimenter l'Ukraine (9 Md m³). La hausse du transit s'explique par une anticipation d'éventuelles coupures de livraison de gaz dans le cadre de la fin du contrat entre la Russie et l'Ukraine.
- La société semi-publique SPP – Distribucia (51 % appartenant à l'Etat avec un management assuré par la société privée tchèque EPH) chargée de la distribution de gaz en Slovaquie a réalisé un profit net de 78 M EUR sur l'année fiscale 2018/2019 (1^{er} août 2018 - 31 juillet 2019). Selon la société, le mois de mai a été un des plus froids depuis 1953, ce qui a augmenté la consommation de gaz. Le redémarrage de la centrale à gaz à Malzenice (430 MW) à partir de janvier 2019 a aussi contribué à la bonne performance de SPP – Distribucia. Enfin, en 2019, les investissements de SPP – Distribucia ont atteint 66 M EUR. Pour 2020, l'entreprise prévoit des investissements à hauteur de 71 M EUR notamment pour assurer la sécurité et fiabilité du réseau gazier.

Nucléaire

- Dans le cadre des tests hydrauliques à haute température à la centrale nucléaire de Mochovce réalisés à l'automne 2019 suite à quelques irrégularités détectées au printemps 2019 par l'Autorité de sûreté nucléaire, celle-ci a constaté deux défauts sur le bloc en construction : tout d'abord, il s'agit d'un problème sur le dispositif qui sert à maintenir une pression stable dans le circuit primaire, et ensuite d'un problème de qualité d'air dans la zone hermétique. La société Slovenske elektrarne attend le rapport final de l'Autorité de sûreté nucléaire. Un nouveau report d'exploitation de la centrale nucléaire a été annoncé.

Energies renouvelables

- En 2018, d'après les statistiques d'Eurostat, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute était de 11,9 % en Slovaquie, en croissance de 3,5 % par rapport à 2017. En 2015, la part était de 12,9 %. Pour mémoire, la Slovaquie s'est donnée comme un objectif de 14 % en 2020.
- Le projet de la centrale géothermique à l'Est du pays pourrait produire de la chaleur et de l'électricité pour environ un tiers de la ville Kosice (240 000 habitants). Selon le ministère de l'Environnement, il s'agit du plus grand projet géothermique en Europe centrale qui pourrait devenir une énergie de substitution à celle produite par la centrale de chauffage publique à Kosice. Le premier projet de géothermie est apparu en 1990 dans le pays puis a été quelque peu délaissé. Il est redevenu intéressant grâce à sa faible empreinte Carbone. Il est mené par la société Geoterm Kosice, filiale de SPP-Infrastructure (consortium semi-public avec 51 % appartenant à l'Etat mais avec un management assuré par la société privée tchèque EPH). Elle a d'ores et déjà investi 18 M EUR pour les travaux de forage et investira 15 M EUR supplémentaires pour la construction des infrastructures nécessaires. Le ministère de l'Environnement a indiqué vouloir participer au projet à hauteur de 2 M EUR. Mais le projet est actuellement freiné par la centrale de production de chaleur de Kosice qui y voit une concurrence frontale, notamment dans le cadre de ses investissements massifs au niveau de sa turbine à vapeur (reconstruction évaluée à 6,1 M EUR).
- Le ministère de l'Economie a levé son embargo sur toutes nouvelles centrales solaires et éoliennes. a lancé la toute première enchère relative à la production d'électricité à partir des énergies renouvelables sur la base d'une capacité installée totale de 30 MW ciblant des petites installations de 500 kW à 10 MW. Les entreprises intéressées ont jusqu'au 30 avril pour y répondre. Les offres seront évaluées selon un seul critère – celui du prix (prix maximal de rachat à hauteur 84,98 EUR / MWh pour l'énergie solaire et éolienne ; prix maximal de 106,8 EUR / MWh pour toute autre énergie renouvelable). Le soutien public sera garanti pendant 15 ans et les entrepreneurs auront, selon la technologie utilisée, entre 21 à 51 mois pour mettre en service leur installation.

Mais le Réseau de Transport Electrique slovaque (SEPS) a pour l'instant indiqué qu'il devait analyser en détails l'impact - en termes de sécurisation du réseau - du raccordement de l'électricité produite à partir de ces énergies renouvelables (par définition instable) avant de fournir une évaluation des puissances pouvant être installées. Des travaux sur les nouvelles lignes électriques entre la Slovaquie et la Hongrie, les plus exposées aux flux électriques issus de ces énergies renouvelables, doivent en effet être tout d'abord achevés : SEPS prévoit la mise en service d'une double ligne électrique de 400 kV et d'une ligne simple de 400 kV entre ces deux pays d'ici la fin de cette année, ce qui pourrait permettre ainsi le raccordement des nouvelles centrales solaires et éoliennes.

Transports

Transport routier

- Après la grève des transporteurs routiers qui a duré 7 jours, début janvier, le ministère des Finances et le ministère des Transports ont mené des négociations avec deux associations des transporteurs – CESMAD (association historique et plus grande) et UNAS. Les grévistes ont demandé des réductions sur le tarif du péage électronique (de 26 % au lieu de 18%) et la baisse de l'impôt sur les véhicules (de - 50 %). Les deux ministères ont fait des concessions à hauteur de 40 M EUR. Le ministère des Finances a supprimé le malus sur les véhicules de 13 ans et plus. Quant au ministère des Transports, il a proposé une réduction sur le tarif du péage électronique à compter du premier kilomètre parcouru (au lieu des premiers 5 000 km aujourd'hui). Même si l'association CESMAD a accepté la proposition du gouvernement, la deuxième association, UNAS, a bloqué les frontières le 28 janvier dernier, ce qui a eu par ex. pour conséquence l'arrêt de la production à l'usine de PSA à Trnava ainsi qu'à l'usine KIA à Zilina. Le lendemain, certains passages à la frontière ont été libérés par la police mais l'association UNAS a lancé un autre préavis de grève à Bratislava le 7 février en demandant l'analyse du contrat relatif au système de péage électronique et à ses annexes (voir la partie sur le péage ci-dessous et sur les révélations de la Cour des comptes slovaque dans la veille novembre 2019).
- Suite à la publication des résultats de l'enquête de la Cour des comptes slovaque sur le fonctionnement du système de péage électronique dans le pays (voir la veille novembre 2019) et notamment sur la répartition des recettes tirées du péage (dont uniquement 44,9 % de 1,6 Md EUR revenaient à la Société nationale des autoroutes) et sur le transfert de propriété du système (l'opérateur privé SkyToll demeure le propriétaire des installations et du système à la fin du contrat en 2022), les autorités slovaques n'envisageraient pas de prolonger le contrat avec SkyToll pour les 5 années supplémentaires. Et, selon la presse, le système technique vieux de 15 ans détenu par SkyToll coûterait env. 400 M EUR à l'Etat en cas de rachat dans le cadre du contrat actuel avec SkyToll, ce qui est très désavantageux pour l'Etat slovaque. Le ministère des Transports par l'intermédiaire de la Société nationale des autoroutes cherche donc à lancer un nouvel AO (a priori au mois de mai sous réserve de la composition du nouveau gouvernement suite aux élections législatives et par conséquent de la nomination de la nouvelle direction de la Société nationale des autoroutes). La Société nationale des autoroutes travaille déjà depuis un an

sur le projet de nouvel AO. En décembre 2019, elle a lancé les consultations et évalue actuellement les questionnaires remplis par les sociétés interrogées. Mais le temps est compté car le processus de l'AO ainsi que la construction du système peuvent durer au total plus de 2 ans et demi, ce qui rapproche dangereusement l'échéance de l'attribution du nouvel AO de la fin du contrat avec SkyToll.

- La Société nationale des autoroutes a lancé fin janvier l'AO portant sur la principale voie de communication du contournement autoroutier de Zilina avec le tunnel Visnove. Pour mémoire, les autorités slovaques, par décision du gouvernement du 6 mars 2019, ont résilié le contrat public avec le consortium italo-slovaque Salini Impreglio – Duha suite aux retards et au renchérissement du coût des travaux. Afin d'accélérer la construction, la Société nationale des autoroutes a divisé ce marché public en quatre lots. Les quatre lots : (1) la construction de la voie principale de communication incluant le tunnel, et la partie extérieure (les ponts, la chaussée, le mur d'appui...); (2) la technologie du tunnel; (3) le centre d'entretien y compris le centre technique régional d'exploitation; (4) l'aire de repos à Turie.

Le premier lot se attribué après une discussion avec les entreprises intéressées, au moins quatre, qui seront sélectionnées sur la base des critères suivants puisqu'il s'agit d'un projet déjà lancé et abandonné: 30 % pour les références de l'intéressé, 55 % pour la qualité de l'équipe d'experts, 10 % pour l'équipement technique, et 5 % pour le respect de l'environnement. La date limite de réception des demandes de participation a été fixée au 31 mars 2020. Après la phase de discussions, les participants seront appelés à présenter les offres finales. L'évaluation des offres se fera ensuite sur la base des critères qualitatifs même si le prix reste toujours le critère le plus important (45 %), suivi par celui du délai de construction (35 %), par celui du respect de l'environnement (volume de l'eau retenu dans le paysage) (15 %), et par celui du délai de rédaction de la documentation (5 %).

La Société nationale des autoroutes veut finaliser la sélection de l'entreprise et signer le contrat d'ici la fin de l'année 2020 afin que l'autoroute soit achevée au plus tard fin 2023 (date butoir pour les projets financés sur fonds européens dans le cadre de la campagne 2014-2020). Au total, les travaux devraient coûter 515 M EUR hors TVA dont 170 M EUR déjà remboursés au consortium italo-slovaque écarté, 260,9 M EUR pour la principale voie de communication, 45 M EUR pour la technologie de tunnel, 25 M EUR pour le centre de maintenance et 15 M EUR pour l'aire de repos.

<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:55440-2020:TEXT:EN:HTML&src=0>

Transport aérien

- L'aéroport de Bratislava a enregistré 2,29 M de passagers en 2019 mais n'a pas dépassé le record de l'année 2018. La raison serait due aux Boeing 737 Max remplacés par des avions de plus petite capacité. L'aéroport aurait également subi les conséquences de la suppression de deux lignes commerciales (vers Prague et vers Kosice). Les lignes régulières ont été opérées par sept compagnies – Air Cairo, Cyprus Airways, flydubai, Pobeda, Ryanair, Smartwings et Wizzair. On compte en 2019 un total de 47 vols réguliers vers 41 destinations dans 18 pays. Le plus grand nombre de voyageurs a utilisé la compagnie Ryanair.
- L'aéroport de Bratislava se prépare à la reconstruction de ses deux pistes qui se croisent. En effet, les deux pistes représentent aujourd'hui le maillon faible de l'aéroport. Elles ont été construites dans les années 1960 et sont aujourd'hui assez délabrées. L'aéroport prévoit la réalisation des travaux en deux étapes.
 - Tout d'abord, la démolition des plaques en béton prévue à la mi-avril. Les travaux se feront la nuit et n'impacteront donc pas le trafic.
 - Ensuite, la reconstruction du croisement des deux pistes qui commencera le 21 avril et durera onze jours. Pendant ces travaux, le trafic sera totalement interrompu et l'aéroport sera fermé. Les travaux couteront 2,3 M EUR hors TVA. La fermeture de l'aéroport étant très sensible, l'amende en cas de non-respect des délais des travaux sera conséquente : 2 375 EUR pour chaque heure de retard.
- En 2019, l'aéroport de Kosice a connu une croissance de 3 % du nombre de passagers qui s'est établi à 558 064. La direction de l'aéroport est très satisfaite de ce résultat étant donné l'arrêt des trois lignes sur Bratislava, Istanbul et Southend. On note en particulier la hausse de 9% des vols charters qui représentent 33 % du nombre total de passagers. Cette croissance résulte de la prolongation de la période des vols charter qui commence désormais mi-avril et dure jusqu'à mi-octobre, en particulier vers Antalya (75 441 passagers), Burgas (28 018) et Rhodes (15 432). Les vols charter ont aussi bénéficié de l'organisation du championnat mondial de hockey sur glace au mois de mai, Kosice étant co-organisateur de l'évènement avec Bratislava. S'agissant des vols réguliers, les destinations les plus demandées ont été Londres (Luton), Vienne, Prague et Varsovie.

Transport fluvial

- La moitié des touristes de croisière fluvial en Europe navigue sur le Danube ce qui représente un énorme potentiel pour le tourisme à Bratislava. Si le nombre de postes d'amarrage (20) à Bratislava est le troisième le plus important sur le Danube derrière Budapest et Passau, la capitale reste encore loin de son potentiel maximal par rapport à d'autres villes. En outre, rares sont les touristes qui passent la nuit à

Bratislava. L'année 2019 a été positive, le nombre de touristes qui ont accosté à BA a atteint un record de 623 000 touristes, soit +16 % par rapport à 2018. On comptait 3 164 de bateaux amarrés à Bratislava, soit +20 % par rapport à 2014.

Electromobilité

- La société InoBat a mené des négociations réussies avec le gouvernement slovaque sur le soutien à la première phase du projet de production des batteries. InoBat prévoit le premier investissement dans la recherche, le développement et la production pilote des batteries pour l'industrie automobile. Le premier investissement est prévu à hauteur de 100 M EUR et le gouvernement a approuvé le 5 février dernier une aide à hauteur de 5 M EUR. InoBat coopère étroitement avec la société américaine Wildcat Discovery Technologies. La construction du premier site pourrait commencer en 2020 et la production des premières batteries est attendue vers la fin 2021. La capacité initiale sera de 1 500 batteries. La deuxième phase du projet pourra aller jusqu'à 150 000 batteries / an. InoBat doit prochainement décider de l'emplacement des usines. A l'heure actuelle, il est prévu que la première phase soit réalisée en Slovaquie occidentale et la deuxième phase à l'Est du pays.
- La société Voltia, producteur slovaque des véhicules utilitaires électriques sur la base de modèles Nissan NV200, a signé en janvier 2020 un contrat avec la société britannique Bevan Group.
- L'entreprise slovaque GreenWay qui construit, développe et exploite des stations de recharge de voitures électriques, a construit l'année dernière 87 nouvelles entités dont huit en Slovaquie et 79 en Pologne. En 2020, elle prévoit la construction de 34 nouvelles stations de recharge et 50 stations de recharge en partenariat. Au total, GreenWay détient 216 stations de recharge dont 52 en Slovaquie (34 en recharge rapide).

Environnement

- L'Institut de recherche des risques socio-économiques a dévoilé mi-janvier les résultats de son analyse sur l'état en 2017 de la pollution en Slovaquie et les cent plus grands pollueurs qui ont produit :
 - 149 523 t de carbone avec en tête du classement US Steel Kosice, Slovalco (production d'aluminium), et trois cimenteries (Cemmac, Povazska cementaren et CRH). La municipalité de Kosice est celle avec la plus forte concentration d'émissions de carbone (avec 113 917 t soit 78 % des émissions en raison de l'implantation de l'usine US Steel). Viennent ensuite la municipalité de Ziar nad Hronom (16 960 t ; aluminium) et les trois municipalités où se situent les trois cimenteries (Horne Srnie, Ladce et Rohoznik).
 - 21 159 t d'oxyde d'azote avec en tête à nouveau US Steel suivi par CRH, Slovenske elektrarne (électricité de Slovaquie), Mondi SCP (papier, pâte à papier) et Slovnaft (raffinerie à Bratislava). Parmi les municipalités les plus touchées par ces émissions on retrouve Kosice, Zemianske Kostolany et Rohoznik.
 - 4 184 t de particules solides polluantes toujours avec en tête US Steel suivi par Duslo Sala (engrais), Fortischem (industrie chimique à Novaky), Slovenske elektrarne. Les émissions de particules sont les plus élevées se situent à Kosice, Sala, Novaky et Ziar nad Hronom.

LETTONIE

Energie

- Selon les données publiées par l'office letton des statistiques (www.csb.gov.lv), la production de l'énergie électrique en 2019, a représenté 6,179GWh, en diminution de 5% par rapport à 2018. Les grandes centrales hydroélectriques ont produit 2,036GWh d'électricité (33% du total), en baisse de 14% par rapport à l'année précédente, principalement à cause de la baisse du débit d'eau à Daugava. Cette diminution a été partiellement compensée par l'énergie électrique en provenance des centrales de cogénération, dont le volume de production a légèrement progressé de 4% et a atteint 2,823GWh. En revanche, les centrales à cycle combiné ont produit 384GWh d'électricité (-17% par rapport à 2018), les centrales à biomasse, 400GWh (-8,8%), les centrales à biogaz, 323GWh (-7,5%) et les éoliennes, 152GWh, en progression de plus de 26% par rapport à 2018.

Transport

- En 2019, l'aéroport international de Riga a accueilli un total de 7,8 million de passagers, soit une hausse de plus de 10% par rapport à l'année précédente. Le nombre de voyageurs en transit a augmenté de 19% et a représenté 30% de tous les passagers desservis par l'aéroport de Riga en 2019. Presque 59% des vols accueillis par l'aéroport de Riga ont été assurés par la compagnie aérienne airBaltic, suivie de Ryanair (13,4%), WizzAir (7,7%), Norwegian (3,9%), ainsi que la compagnie russe Aeroflot (2,8%).
- Le nombre de passagers transportés par la compagnie aérienne airBaltic en 2019 a atteint un nouveau niveau record de 5,049 M, en hausse de 22% par rapport à l'année 2018. airBaltic a effectué 62 748 vols

(+11,5%) avec un taux de remplissage moyen de 76% (75% en 2018). Pour information, la compagnie a réalisé un chiffre d'affaires de 407,7M EUR en 2019 (+ 18%), tandis que le bénéfice net a atteint 5,4 M EUR, en hausse de 46%.

- Le volume de marchandises transporté par le rail en 2019 a baissé de 15,8% par rapport à 2018 et a atteint seulement 41,49M de tonnes. Le volume de fret international a représenté 39,78 M t, dont presque 91% des marchandises passant en transit, en baisse de 18,6% par rapport à 2018. Le volume de marchandises importées a légèrement augmenté de 6,5% (3,3 M t), tandis que celui de marchandises exportées, a baissé de 11,4% (280 800 t). Le fret domestique quant à lui a atteint 1,71 M t, en diminution dramatique de 25%. Andris Lubāns, membre du conseil d'administration de la compagnie ferroviaire LATVIJAS DZELZCELS(LDZ), a annoncé que les volumes de fret de l'année dernière étaient au plus bas depuis 17 ans. Lubans a avoué qu'il ne s'agit pas seulement d'une tendance sur un ou deux ans, et que l'entreprise a prévu de supprimer avant la fin de l'année 1500 postes de travail, sur un total de 6000, car les salaires représentent 66% des dépenses de l'entreprise.

Infrastructures

- Le 29 janvier 2020, lors de la conférence de presse, le PDG de la société publique de gestion des routes Latvijas Valsts Celi (LVC), Janis Lange, a déclaré que le montant de financement prévu pour la construction et la réparation des routes en 2020 représentera 250,5M EUR. La contribution du budget de l'Etat s'élèvera à 213M EUR, la part du cofinancement européen représentera 37,3M EUR. Les plus importants travaux sont prévus sur l'autoroute P108 Ventspils-Kuldīga-Saldus (tronçon de 82 km) et sur l'autoroute P95 Jelgava-Tērvete-Žagaré (frontière avec la Lituanie) (tronçon de 27 km). En 2020, les travaux d'entretien et de réparation sont prévus sur 101 tronçons de diverses routes, dont 33 sites où les travaux ont déjà commencé l'année dernière. Les travaux seront effectués sur dix tronçons de routes principales, 45 tronçons de routes régionales et 20 tronçons de routes locales.

LITUANIE

Environnement

- La société *Grigeo Klaipėda* a été accusée de polluer la nature depuis des années avec des eaux usées déversées directement dans la lagune de Courlande. Les procureurs de Klaipėda ont ouvert une enquête sur la pollution dans la ville portuaire, dont le maire V. Grubliauskas soupçonne *Grigeo Klaipėda* d'être responsable. Le Département de la protection de l'environnement du ministère de l'Environnement enquête pour calculer les dommages environnementaux en fonction de la quantité d'eaux usées rejetées, qui s'estiment à des millions d'euros. Le commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche, V. Sinkevičius, a remis en question la légitimité du groupe de porter la mention *Ecolabel*. Le Président a quant à lui exigé la responsabilité de fonctionnaires et des institutions pour la pollution de la lagune. La société *Grigeo* s'est excusée publiquement et promet de réparer les dégâts.
- Fin janvier, le Seimas a modifié la législation imposant le contrôle de la pollution de l'environnement, également connue sous le nom de « paquet Klaipėda ». Cet ensemble de lois resserre le contrôle et la prévention de la pollution de l'environnement, dans un contexte de révélations de nouveaux incidents de pollution dans le pays. Le « paquet Klaipėda » permet notamment aux autorités de révoquer le permis de pollution d'une entreprise si elle enfreint la loi trois fois par an ou si au moins une violation se poursuit pendant plus de six mois. Il donne également aux responsables de l'environnement le droit d'inspecter les entreprises 24/24h sans préavis. Enfin, le paquet augmente les pénalités pour les opérations sans permis de pollution et augmente les taxes environnementales pour encourager l'investissement dans des technologies moins polluantes.
- Selon le portail *economist.com*, la Lituanie fait moins de dégâts à l'environnement que d'autres pays d'Europe, avec des quantités record d'emballages recyclés : en 2017, près des trois quarts (74%) des déchets d'emballages en plastique ont été recyclés en Lituanie, contre 42% en moyenne dans l'UE.
- Le Président de la République de Lituanie G. Nausėda a participé au Forum économique mondial à Davos, où il a abordé le sujet du développement économique en Europe centrale et orientale dans le contexte des engagements en matière de changement climatique et a discuté des possibilités de coopération avec le fondateur du Forum. Il a également souligné le potentiel de développement issu des technologies vertes et de la numérisation, aussi bien dans le secteur privé que public, qui doit permettre de développer les innovations et les ressources énergétiques efficaces. Il a aussi soutenu le nouveau pacte vert pour l'Europe en rappelant que ce pacte encouragera la création et le développement des entreprises et des innovations, ainsi que d'un système de production et un secteur de santé respectueux de l'environnement. Il s'agira d'une étape vers une nouvelle société et une nouvelle compréhension du bien-être.
- Selon un sondage commandé par BNS, les trois quarts des Litvaniens estiment que le changement climatique présente une menace pour leur génération. Trois sur quatre soutiennent que l'activité économique humaine en est la raison et 62,8% sont prêts à changer de mode de vie pour contribuer à la

diminution du réchauffement climatique. Selon l'enquête, ce sont les personnes jeunes et qui ont un certain niveau d'études qui sont parmi les plus préoccupées. Pour que la Lituanie atteigne les objectifs pris pour 2050, elle devrait réduire de 80% ses émissions à effet de serre.

Energie

- Le tribunal de grande instance de Vilnius (Vilniaus apygardos teismas) a donné en partie droit à la demande de « Vilniaus energija » et a reconnu que celle-ci a subi une discrimination en comparaison avec les autres centrales de cogénération. Ainsi la succursale de « Ignitis grupė », gérée par l'Etat, devra payer à l'ancien locataire du Réseau de chauffage de Vilnius (Vilniaus šilumos tinklai), la société « Vilniaus energija » gérée par le groupe français Véolia, 2 200 000 euros de dommages et intérêts.
- Selon Eurostat, sur la dernière décennie, la baisse de la consommation d'énergie en Lituanie (- 23,4%) a été l'une des plus importantes parmi les 28 États membres de l'UE, avec une baisse de 8,8% pour la moyenne européenne.

Electricité

- Le Parlement lituanien a examiné un projet de loi visant à supprimer les prix de détail de l'électricité pour les clients résidentiels d'ici 2023. S'il est approuvé, chaque consommateur pourra choisir un fournisseur d'électricité indépendant, et donc l'offre la plus adaptée à ses besoins, ce qui incitera aussi les fournisseurs d'électricité à se faire concurrence pour offrir des services de qualité à des prix compétitifs. Actuellement, presque tous les clients résidentiels achètent de l'électricité auprès d'un fournisseur public, dont le prix est fixé par le Conseil national de réglementation de l'énergie (VERT) à des intervalles ne dépassant pas 6 mois.
- Parallèlement à l'abolition de la réglementation des prix de l'électricité pour les ménages, des compteurs électriques intelligents seront introduits, avec pour objectif de faciliter le suivi de l'évaluation des besoins en consommation d'électricité. La libéralisation du marché de l'électricité pour les clients résidentiels est l'une des obligations de la Lituanie envers l'UE, déjà appliquée par la plupart des pays européens.
- Un autre amendement prévoit de mettre en œuvre un mécanisme de fourniture de capacités dans le pays. Il garantirait le fonctionnement fiable du système électrique, le remplacement des anciennes installations technologiquement dépassées, inefficaces et non conformes par des installations plus efficaces et meilleures pour l'environnement, et un niveau de sécurité d'approvisionnement en électricité suffisant après 2025 (où il est prévu de se déconnecter des réseaux électriques russes et se synchroniser avec les réseaux européens continentaux) afin d'atteindre les objectifs de la stratégie d'indépendance énergétique. L'avis de la CE sur le plan de mise en œuvre du marché lituanien de l'électricité devrait être présenté au premier trimestre 2020.

Gaz, GNL et pétrole

- Grâce à des investissements ciblés dans l'infrastructure gazière lituanienne et son interconnexion avec les pays voisins, le transport de gaz vers les autres États baltes a été multiplié par 2,6 en 2019 par rapport à 2018, atteignant près de 6 TWh de gaz. Selon le gestionnaire de réseau de transport de gaz lituanien Amber Grid, le flux de gaz vers la Lettonie et l'Estonie a représenté sur cette période un cinquième (20 %) de la quantité totale de gaz introduit destinée aux consommateurs des pays baltes. Selon N. Biknius, directeur d'Amber Grid, la quantité de gaz transportée en direction de la Lettonie a été multipliée par dix au cours des dernières années. Le résultat obtenu en 2019 est le plus élevé jamais enregistré pour le transport de gaz vers la Lettonie. Pour N. Biknius, l'interaction entre les prix bas et des infrastructures bien utilisées (terminal GNL Klaipėda, système de transport de gaz développé et correctement entretenu) prouve que la Lituanie est devenue un carrefour du marché régional du gaz, rôle qui s'accroîtra fin 2021 après la construction de l'interconnexion gazière avec la Pologne.
- Le ministre lituanien de l'Énergie Ž. Vaičiūnas a identifié le début de la construction de l'interconnexion gazière avec la Pologne (GIPL) comme l'une des plus grandes priorités énergétiques de la Lituanie en 2020, devant l'optimisation supplémentaire des coûts du terminal GNL de Klaipėda et l'importance croissante du gaz comme carburant pour la transition vers l'économie verte. Ce gazoduc d'une valeur de 500 MEUR doit être achevé dans un délai de deux ans. Côté lituanien, la construction sera assurée par Amber Grid et Alvora.
- En ce qui concerne la compétitivité du GNL sur le marché, l'importation de gaz via le terminal GNL de Klaipėda a atteint un niveau record de 65 % (19,6 TWh) de la quantité totale de gaz transportée vers le marché de l'UE via la Lituanie en 2019 (contre 35% en 2018). Un total de 30 TWh de gaz naturel a été transporté en Lituanie en 2019, à l'exception du transport de gaz vers Kaliningrad (-6,6% en année glissante en raison d'un hiver plus chaud que d'habitude et des essais du terminal GNL de Kaliningrad), soit +20% par rapport à 2018 (25 TWh). La consommation de gaz en Lituanie a augmenté de 5% en glissement annuel (23,5 TWh en 2019).
- De janvier à décembre 2019, le traitement de produits pétroliers dans le terminal de Klaipėdos Nafta (5 749 millions de tonnes) a diminué de 14,1% par rapport à 2018, tandis que les activités liées au gaz naturel ont augmenté de 119,7%, avec 11 024 TWh de gaz traité en plus qu'en 2018 (9 213 TWh).

Concernant le chiffre d'affaire préliminaire de KN de janvier à décembre 2019, il atteint 31,9 MEUR pour les ventes de terminaux pétroliers (-10,1% par rapport à 2018) et 72 MEUR pour les activités du terminal GNL (+11,6%).

- En l'absence d'accord entre la Biélorussie et la Russie sur les importations de pétrole, la Biélorussie a demandé début janvier l'assistance des États baltes et d'autres pays pour l'importation de pétrole brut. Suite à la demande de l'entreprise de produits pétroliers *Belaruskaja Naftianaya Campaign* (BNC), les acteurs lituaniens ont déclaré qu'ils étaient prêts à exporter et à transporter du pétrole en Biélorussie. La Biélorussie importera du pétrole de Norvège via le port de Klaipeda (environ 80 000 tonnes de pétrole extraites du champ pétrolifère de Johann Sverdrup), qui sera ensuite transporté via les chemins de fer lituaniens vers la raffinerie biélorusse de Naftan.

ENR

- Jusqu'au 31 janvier 2020, les résidents lituaniens peuvent demander à l'Agence de gestion de projets environnementaux du ministère de l'Environnement une compensation pour le remplacement de chaudières à biocarburant anciennes et polluantes par de nouvelles installations de chauffage (indemnisation jusqu'à 50%).
- Le *National Energy Regulatory Council* (NERC) a confirmé le gagnant des enchères sur les énergies renouvelables (parcs éoliens) en Lituanie. La prime par rapport au prix d'échange de l'électricité offerte par l'investisseur retenu est de 0 EUR par MWh. Cela signifie que le projet sera développé sans soutien de l'État. Les investisseurs sont donc prêts à investir dans les énergies renouvelables en Lituanie sans aide de l'État, une preuve que le pays a réussi à créer un environnement particulièrement attractif pour les investissements liés à l'énergie. Pour le PDG de WindEurope, cette vente aux enchères montre que la Lituanie joue déjà son rôle dans la réalisation des objectifs du nouveau plan d'investissement pour une Europe durable que la CE a annoncé dans le cadre du *Green Deal* européen. La prochaine vente aux enchères aura lieu en mai 2020, et sera suivie de deux autres en avril 2021 et 2022.
- La quantité d'électricité distribuée lors des enchères prévues permettra de doubler la quantité d'électricité produite à partir d'ENR jusqu'à 5 TWh d'ici 2025 et au moins 38 % de l'électricité consommée en Lituanie sera produite à partir d'ENR. Cette augmentation de la production d'électricité à partir de sources renouvelables équivaut à plus d'un million de la consommation des ménages. Selon les données de la CE, la Lituanie figure parmi les cinq pays de l'UE les plus ambitieux en ce qui concerne les objectifs de 2030 en matière d'énergies renouvelables.

Transport

- Le Premier ministre lituanien S. Skvernelis a déclaré que les membres de la coalition faisaient confiance au ministre des Transports J. Narkevičius et que les accusations portées contre lui (également de la part du président lituanien) n'étaient pas fondées. Ils ont déclaré que le ministre avait fait un « travail impressionnant » et qu'il n'y avait aucune raison de le renvoyer.

Ferroviaire

- Un audit mené conjointement par les trois Cours de comptes des pays baltes a montré que le projet Rail Baltica peut ne pas être mis en œuvre à temps et que le budget peut être dépassé (la fin des travaux était prévue pour 2026).
- Par ailleurs, le Parlement lituanien a rejeté le nouveau modèle de gouvernance proposé pour Rail Baltica qui vise à créer une nouvelle société de gestion des infrastructures dotée de fonctions plus étendues pour gérer l'ensemble du projet dans les trois pays, estimant que la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie devraient plutôt conserver le modèle actuel. Cela retarderait le projet davantage étant donné qu'il faudrait changer la législation. Si la Lituanie s'oppose à ce nouveau modèle, la Lettonie et l'Estonie y sont favorables.

Routier

- Dans le cadre de la loi de finances pour 2020, la Lituanie introduit une taxe de sortie pour les entreprises quittant le pays. Le transfert d'une propriété lucrative ou de l'ensemble de ses activités est désormais assimilé à la vente d'une entreprise sur le marché. Cette taxe de sortie peut être due en particulier aux transporteurs qui disent franchement qu'ils se déplacent à l'étranger en raison des décisions fiscales des politiciens locaux et des idées de Bruxelles. Les experts affirment que des frais qui doivent être payés qu'une seule fois n'arrêteront pas les transporteurs tandis que les transporteurs envisagent de contourner cette loi.

Aéroportuaire

- La filiale de la société lituanienne « Avia Solutions Group » - BAA Training, l'un des trois plus grands centres indépendants de formation aéronautique en Europe (présent en Lituanie et en Espagne), et l'ENAC (Ecole Nationale de l'Aviation Civile), reconnue internationalement comme la première université aéronautique et de l'aviation en Europe, s'associent pour préparer les pilotes professionnels. Selon

l'accord, BAA Training devient partenaire pour la formation théorique de la Licence de Pilote de Ligne Intégré (ATPL) dispensée aux étudiants de l'ENAC.

- Selon Artūras Stankevičius, président de l'Association de l'aviation civile, il est nécessaire de reconsidérer pleinement le projet de construction d'un nouvel aéroport en Lituanie étant donné l'augmentation croissante du nombre de passagers aériens (les aéroports lituaniens devraient desservir près de 14 millions de passagers d'ici 2039 selon les estimations). Il cite l'exemple de la Pologne, où les discussions avec le public, les utilisateurs et les entreprises sur la construction d'un nouvel aéroport central polonais ont pris un certain temps (débat lancé dès 2005, mais ouverture de l'aéroport prévue seulement en 2027), et estime que la Lituanie devrait en tirer des leçons. La conception et la construction du nouvel aéroport lui-même peuvent prendre plus de cinq ans.
- L'aéroport de Kaunas, qui propose des services de réparation d'avion depuis 2012, est susceptible de devenir un leader régional dans ce domaine. La construction de nouvelles pistes d'avions et l'expansion des réseaux en cours pourraient permettre à l'aéroport d'accueillir de nouveaux hangars pour développer cette industrie. Avec environ 500 à 600 travailleurs spécialisés dans la réparation d'avions, le directeur de l'aéroport de Kaunas, M. Karolis Matulaitis, vise à en faire le leader de la réparation d'aéronefs dans les Etats baltes. Par exemple, Maas Aviation, société néerlandaise qui fournit des services de peinture d'avions, a loué un terrain d'une superficie de 0,9 ha à l'entreprise publique lituanienne de gestion aéroportuaire « Lietuvos oro uostai », afin d'y lancer ses activités de peinture d'ici le deuxième semestre 2020. Le principal client du groupe Maas Aviation est Airbus ; l'entreprise vise à peindre 25 avions de cette compagnie aérienne par an.

ESTONIE

Infrastructures :

- L'entreprise publique aéroportuaire AS TALLINNA LENNUJAAM, a lancé le 13 janvier 2020 un appel d'offres portant sur la reconstruction de l'aéroport de Pärnu. Dans le cadre de ce projet, dont le coût est estimé à 14 M EUR, il est prévu de reconstruire la piste d'atterrissage et l'aire de trafic et des voies de circulation, d'installer un nouveau système d'éclairage et de balisage de l'aire de trafic, la construction d'un hangar pour les équipements de sauvetage et de service de l'aéroport, ainsi que d'établir une zone de ravitaillement en conteneurs et de construire de routes périphériques du territoire administratif. L'objectif du projet est de mettre l'infrastructure de l'aéroport de Pärnu en conformité avec les normes et standards internationaux, d'assurer la sécurité aérienne et d'améliorer les conditions environnementales de l'aéroport. Le délai de remise des offres est le 26 février 2020.
- La société portuaire estonienne TALLINNA SADAM a signé un accord avec YIT Eesti AS portant sur la construction d'un nouveau terminal de croisière dans le port de passagers de Tallinn. Dans le cadre de ce projet, dont le coût total pourrait atteindre 14,4 M EUR, il est prévu de construire un bâtiment du terminal à trois étages d'une surface d'environ 4000 m², une zone piétonne sur le quai, une aire de jeux pour enfants, ainsi qu'un parking. En dehors de la saison des croisières, le bâtiment, qui peut accueillir jusqu'à 2 000 personnes, sera utilisé pour l'organisation d'événements, de concerts ou de conférences. Le projet devrait être réalisé avant juillet 2021.

Energie

- Le 16 janvier 2020, l'entreprise estonienne d'énergie renouvelable SUNLY, a mis en service sa ferme solaire de Sroczkow en Pologne. Cette centrale est l'un des sept projets solaires récemment réalisés par SUNLY. Les sept premières fermes solaires de l'entreprise se composent de plus de 20 000 panneaux solaires de marque japonaise Sharp avec une capacité totale de 7 MW. L'entreprise envisage d'investir encore environ 25 M EUR en Pologne et construire de nouvelles fermes solaires dans le nord-ouest et le sud-est du pays. Pour information, SUNLY est une entreprise d'innovation dans le domaine des énergies renouvelables et des technologies propres, active dans les pays baltes et autres marchés de la région. Elle développe des projets d'énergie renouvelable par l'intermédiaire de Sunly Infra et gère un portefeuille de startups dans le domaine des énergies renouvelables et de l'électrification par l'intermédiaire de Sunly Startup.
- Dans le cadre du projet de mise en œuvre d'un petit réacteur modulaire, l'entreprise énergétique estonienne FERMI ENERGIA a signé des accords de coopération avec l'entreprise énergétique finlandaise FORTUM et l'entreprise d'ingénierie belge, TRACTEBEL. Dans le cadre de cette coopération, les entreprises se concentreront sur la recherche de modèles de licence les plus appropriés et sur les recherches préliminaires sur un petit réacteur à eau légère. Les entreprises ont également convenu de partager les résultats des études. FERMI ENERGIA envisage également une coopération avec deux autres entreprises nucléaires européennes sur l'analyse approfondie de la gestion du combustible nucléaire irradié et sur le planning des travaux de construction de petit réacteur modulaire. Toutes les études doivent être réalisées d'ici la fin de 2020 et publiées au début de 2021.

Transport

- Le volume de marchandises transporté par le rail en 2019 a baissé de 2,4% par rapport à 2018 et a atteint 13,2 M t, dont plus de 71% des marchandises passant en transit (+3% par rapport à 2018). Les principaux segments de produits transportés par ESTONIAN RAILWAYS ont été les engrais, les produits minéraux, les produits chimiques, ainsi que le schiste bitumineux. Il est à noter que la principale raison de la baisse du volume des marchandises transportées en 2019 est la diminution du fret domestique de schiste bitumineux de 37% par rapport à l'année précédente. En revanche, le volume de transport de containers a progressé de 46% et a représenté 76 800 TEU.

SUJETS TRANSVERSAUX ETATS BALTES

- L'Agence exécutive « Innovation et réseau » (INEA) de la Commission européenne a signé un accord avec l'opérateur letton de la transmission et du stockage de gaz naturel « Conexus Baltic Grid » et l'opérateur lituanien de la transmission de gaz naturel « Amber Grid » portant sur le financement du projet d'augmentation du débit de gazoduc entre la Lettonie et la Lituanie. Le montant total du projet s'élève à 9,7M EUR, dont 50% sont cofinancés par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe. L'augmentation du débit de l'interconnexion gazière Lettonie-Lituanie permettra d'améliorer l'accès au terminal GNL de Klaipeda, le réservoir souterrain de stockage de gaz d'Incukalna et l'interconnexion gazière Pologne-Lituanie qui sera mis en service avant 2022. Le projet devrait être terminé avant la fin de l'année 2023.
- Fin décembre 2019, le gouvernement estonien a donné son feu vert à l'installation de trois fermes éoliennes qui devraient être implantées dans le golfe de Riga, respectivement au large du comté du Pärnu par Eesti Energia, dans le port de Nasva (île de Saaremaa) par l'entreprise Baltic Workboats et entre Saaremaa et Kihnu, par l'entreprise Tuuletraal OÜ. La ferme installée par Eesti Energia sera dotée de 160 turbines et d'une capacité de 1 000 MW, sur une superficie de 183 km² au large de l'île de Kihnu. Elle pourrait voir le jour d'ici 2030 et couvrir près de la moitié des besoins en électricité du pays.
- L'énergie éolienne est fortement soutenue par les autorités estoniennes, comme l'a rappelé le ministre de l'Économie et des Infrastructures Taavi Aas, insistant sur la nécessité pour le pays de s'approcher des engagements en faveur de la neutralité carbone. Or, pour le moment, l'Estonie dépend surtout de l'exploitation des huiles de schiste et manque d'expérience en matière d'éoliennes offshore. Pourtant, celle-ci sont soumises à de moindres restrictions que les installations on shore, provoquant moins d'interférences avec la population ; les conditions de vent y sont en outre meilleures.
- Par ailleurs, Aavo Karmas, responsable de la branche énergies renouvelables d'Eesti Energia, Enefit Green, précise qu'outre son positionnement idéal au regard des vents mais aussi de l'englacement et des parcours des oiseaux dans la zone, la position choisie a tout le potentiel pour voir émerger le premier projet éolien conjoint estono-letton. La Lettonie soutient en effet un autre projet, situé également dans le golfe de Riga, à une dizaine de kilomètres plus au Sud. Les ministres de l'Économie des deux pays s'étaient rencontrés début décembre 2019 pour évoquer une coopération à laquelle ils seraient tous deux favorables : Ralfs Nemiro, le ministre l'Économie letton, avait alors estimé qu'il serait très important pour l'ensemble de la région baltique d'œuvrer conjointement à la sécurité énergétique.
- Même si, en Estonie, les développeurs privés de parcs éoliens restent pour le moment en difficulté, bloqués par le ministère de la Défense qui les soupçonne de pouvoir interférer avec le radar du ministère, le projet soutenu par Tuuletraal, plus modeste (76 turbines dotées d'une capacité de 380 MW) pourrait également se concrétiser par une connexion avec la Lettonie.

© 2014 – Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @FranceEcoPoland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.